

Le dossier Économie de l'Élevage

TOUS LES MOIS, UNE ANALYSE SUR LES FILIÈRES BOVINES, OVINES ET CAPRINES



Décembre 2012

n° 430

Le marché mondial de la viande bovine en 2012

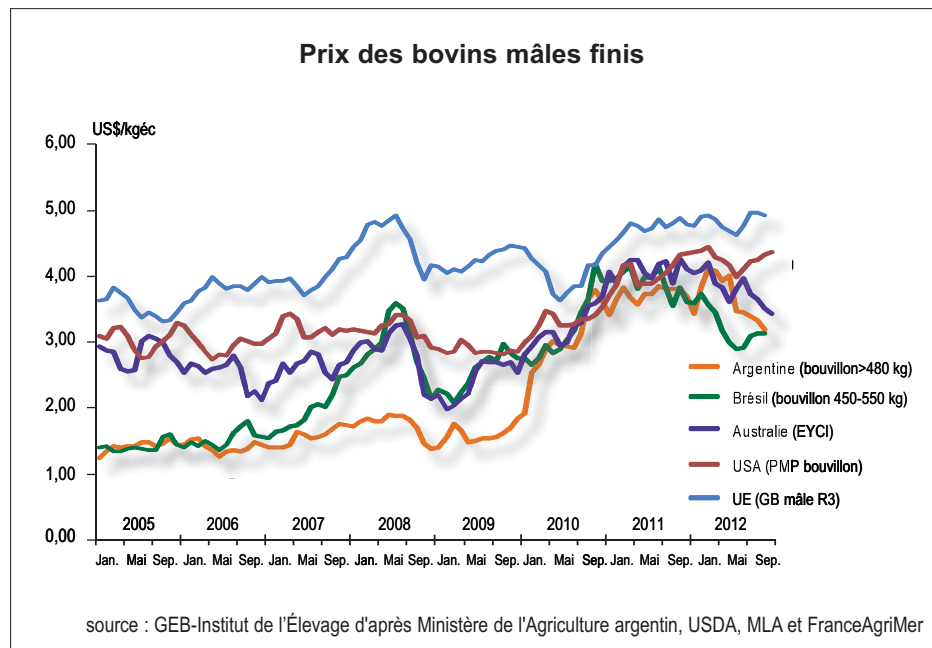
*L'appétit de bœuf se creuse en Asie...
comblé par l'Inde qui talonne le Brésil*

Rédaction :
Département Économie

Étude réalisée par l'Institut de l'Élevage avec le soutien du Fonds National de l'Élevage

Les études publiées dans le cadre des Dossiers Économie de l'Élevage, bénéficient du financement
du Ministère de l'Agriculture

et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, des Interprofessions lait et viande et de FranceAgriMer



L'appétit de bœuf se creuse en Asie... comblé par l'Inde qui talonne le Brésil

2012 a été une année de reprise pour la production mondiale de viande bovine. Selon les estimations de la FAO, elle aurait progressé d'un modeste 0,3% (240 ktéc) après une baisse équivalente en 2011. Cependant, si on observe les productions des 9 principaux exportateurs « traditionnels » mondiaux, la reprise est plus modeste encore. Selon nos calculs, il serait limité à 100 ktéc. La production de ces 9 exportateurs n'a toujours pas retrouvé en 2012 son niveau de 2007, avant le déclenchement de la crise financière et la flambée des matières premières. Il manque encore près de 2,7 millions de téc !

Malgré tout, les échanges internationaux reprennent depuis 3 ans, mais uniquement grâce à l'irruption de nouveaux acteurs. La plus frappante est celle de l'Inde... Même si ce pays détient de longue date le principal cheptel bovin au Monde, 324 millions de têtes en 2012, c'est surtout pour produire du lait et de la traction animale. Sa production de viande n'a véritablement explosé que depuis quelques années, si tant est qu'elle puisse être précisément estimée : selon l'USDA elle aurait progressé d'1 million de téc (près de 40%) entre 2010 et 2012. La demande à l'export a suscité cet engouement récent pour une production traditionnellement très discrète en Inde. En effet, les préceptes hindouistes prescrivent un régime végétarien et en tous cas interdisent l'abattage des zébus (les deux tiers du cheptel).

L'augmentation des exportations indiennes de viandes de buffle est bien le fait marquant du marché international du bœuf en 2012 dans le prolongement de 2011 : elles dépassent désormais 1,4 million de téc. L'autre retour est celui du Brésil, qui ne compense pas toutefois le retrait enregistré en 2011. Ses exportations de bœuf (du zébu pour l'essentiel) ont plafonné à 1,5 million de téc, mais le Brésil reprendrait tout de même la première place mondiale à l'Australie. Celle-ci maintient tout juste ses exportations, à près de 1,4 million de téc. La quasi-totalité des autres grands exportateurs diminuent leurs livraisons. C'est surtout vrai aux États-Unis, au Canada, en Argentine et dans l'UE.

L'émergence d'un leader asiatique de l'exportation de viande bovine répond aussi à une demande qui explose à l'Est. Parmi les principaux importateurs mondiaux s'affirment ainsi depuis peu des pays comme le Vietnam (près de 0,5 million de téc en 2012), Hong-Kong (les importations de ces deux pays semblent cacher des ré-exports non-officiels vers la Chine), la Malaisie, les Philippines... Plus près de nous, la Turquie, l'Égypte, l'Algérie, l'Arabie Saoudite...

Tout se passe ainsi comme si la faim de bœuf se creusait surtout à l'Est, suscitant de nouvelles vocations de production dans ces pays, mais qui n'arrivent pas à

> > >

fournir les demandes locales. L'évolution des prix traduit bien ce décalage entre une demande très active et une offre qui ne répond qu'avec retard. L'indice des prix publié mensuellement par la FAO pour la viande bovine (basée sur 3 marchés internationaux) s'établit ainsi en moyenne à 189,6 en 2012, encore un peu au-dessus du niveau de 2011 (+0,5%), mais surtout toujours très au-dessus de celui d'avant la flambée des prix : la base 100 de l'indice correspond à la moyenne des prix de 2002 à 2004, et il n'était encore qu'à 124 en 2007.

Ces prix historiquement très élevés ont impulsé de nouveaux cycles de capitalisation dans beaucoup de pays exportateurs. C'est le cas notamment au Brésil, en Argentine, en Australie et en Inde. Mais les 2^{ème} et 3^{ème} cheptels mondiaux, ceux des États-Unis et de l'UE, continuent de reculer. Partout où les conditions permettent les cultures, la concurrence des productions végétales handicape les investissements vers des productions de cycle long comme l'élevage bovin. Et cette concurrence connaît un regain avec la nouvelle flambée des prix des grains depuis l'été 2012. L'élevage allaitant est plus touché que l'élevage laitier. Les préoccupations croissantes de retour rapide sur investissement incitent à raccourcir les durées d'engraissement, donc à privilégier la finition au grain (en fait souvent aux co-produits de récoltes ou d'industries agro-alimentaires) par rapport à la finition à l'herbe, même si les coûts de production sont alors plus importants.

Ainsi, la convergence des prix des mâles au niveau mondial (voir la courbe en en-tête) favorise aussi une convergence progressive des coûts de production, même si les différentiels restent très importants. Selon l'observatoire international des coûts de production *agribenchmark*, dont l'Institut de l'Élevage est un des membres fondateurs, le différentiel entre un jeune bovin engraisé en France et un bouvillon engraisé au Brésil s'est ainsi érodé d'un facteur 2,5 à un facteur 1,5 en quelques années.

Cette convergence des prix, mais aussi l'émergence d'une demande de viande bovine solvable là où elle n'était encore que marginale il y a peu, estompe progressivement les frontières entre les marchés Atlantique et Pacifique.

Le marché Pacifique s'est principalement développé entre l'Amérique du Nord, l'Océanie et les pays les

plus économiquement développés d'Asie. Les flux de viandes de bouvillons et de génisses finis au grain (et aux hormones) à prix élevés vont des États-Unis, du Canada et d'Australie vers le Japon, la Corée du Sud et Taïwan, alors que les États-Unis et le Canada importent surtout du minerai à hamburger d'animaux finis à l'herbe d'Océanie. Ce marché Pacifique est toujours protégé par des barrières sanitaires (interdiction de la vaccination contre la fièvre aphteuse) et techniques (finition très intensive pour la viande haut de gamme). En face, le marché Atlantique est appelé par les anglo-saxons « zone sale » (on y pratique encore souvent la vaccination contre la fièvre aphteuse), et on y échange encore surtout de la viande finie à l'herbe à des prix plus bas. La distinction entre les deux s'estompe grâce à l'émergence d'une demande asiatique qui privilégie prix et quantité et ne s'embarrasse pas de critères sanitaires ou techniques. L'Inde est particulièrement bien placée pour y répondre. Mais cette demande attire désormais tous les grands exportateurs. Au point qu'ils en viennent à ne plus privilégier l'UE qui était considérée naguère comme le marché le plus rémunérateur.

Pour 2013, on ne voit guère de retournement par rapport aux tendances de 2012 : les productions de l'UE et des États-Unis devraient continuer à reculer. La crise économique devrait limiter la demande de ces deux zones, mais sans susciter plus d'exportations faute d'offre suffisante.

La demande des pays émergents devrait continuer à être dynamique malgré le ralentissement économique qui les affecte eux aussi. Pour la satisfaire, il faudra compter sur une production qui va à nouveau croître chez les trois principaux exportateurs mondiaux, Brésil, Inde et Australie grâce à la capitalisation enregistrée en 2012. Ce dernier pays reste toutefois très vulnérable aux événements climatiques extrêmes comme la vague de chaleur qui touche le Sud-Est début 2013. On devrait aussi compter sur de modestes rebonds de production chez des exportateurs de second rang comme l'Argentine ou la Nouvelle-Zélande. Au total, la tenue des prix dépendra principalement de la dynamique de la demande... et la compétitivité des exportateurs des parités de leurs monnaies respectives. Avec une croissance économique qui tousse un peu partout, on voit revenir les stratégies de dévaluation compétitive, tant en Chine qu'au Brésil pour ne citer qu'eux.



L'appétit de bœuf se creuse en Asie... comblé par l'Inde qui talonne le Brésil 1

1

MARCHÉ ATLANTIQUE 5

Union européenne : la consommation est contrainte par la baisse de l'offre 7

Turquie : un marché sous haute surveillance gouvernementale 9

Liban : les importations de bovins vifs toujours privilégiées 12

Algérie : les importations de viande limitent la pénurie 13

Russie : un premier rebond du cheptel depuis 20 ans ! 15

Brésil : reprise des exportations 17

Argentine : en retrait du marché mondial 21

L'Uruguay se positionne sur le marché asiatique 24

L'Inde se place parmi les plus grands exportateurs mondiaux 26

2

MARCHÉ PACIFIQUE 29

États-Unis : baisse des disponibilités 31

Canada : la page de l'ESB est tournée 34

Australie : les demandes américaine et sud-asiatique soutiennent les exportations 37

Nouvelle-Zélande : les bonnes conditions fourragères boostent la production et les exportations 39

Japon : reprise de la consommation 41

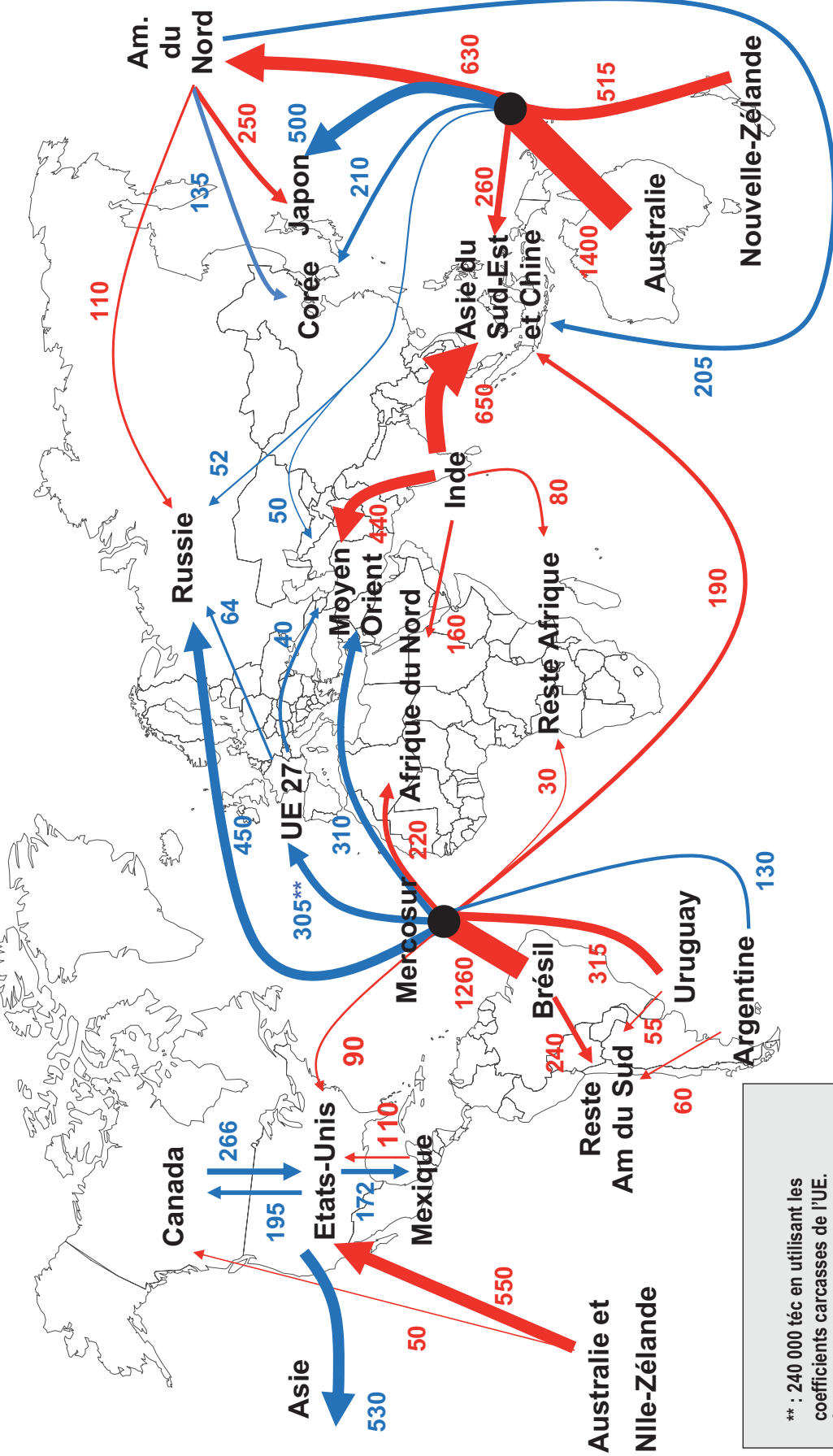
Le Vietnam, 4^{ème} importateur mondial de bœuf 42

Corée du Sud : forte hausse de la production 43

Chine : explosion des importations 45

Figure 1.1

LES PRINCIPAUX FLUX DE VIANDES BOVINES EN 2012
(y compris les préparations - 1000 téc) *



** : 240 000 téc en utilisant les coefficients carcasses de l'UE.
À noter que tous les chiffres donnés sont ceux des exportateurs calculés avec les coefficients exportateurs.

* Les flux en augmentation par rapport à 2011 sont en rouge, ceux en recul sont en bleu
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après différentes sources

1

Marché Atlantique

L'année 2012 aura encore été marquée par une forte demande des pays émergents, difficilement satisfaite par les grands exportateurs mondiaux. Même s'ils sont retombés des sommets atteints en 2011, les prix des bouvillons du Mercosur sont restés à des niveaux élevés. Ils ont regagné en compétitivité par rapport aux mâles européens dont les prix se sont globalement maintenus (en dollar US) aux niveaux élevés de 2011. Le rapport de prix entre mâles européens et bouvillons brésiliens est ainsi remonté à 1,5 mais il reste bien loin des 2,5 d'avant 2007.

Faute de disponibilités et handicapées par les restrictions d'accès au marché turc, l'Union européenne n'a pas pu maintenir le niveau d'exportation atteint en 2011. La production et la consommation ont diminué de concert et les envois de viande et de vif ont reflué. Le niveau toujours réduit des importations pourrait traduire une certaine désaffection des fournisseurs pour le marché européen dont la consommation s'érode et qui reste très exigeant sur les normes sanitaires. Les opportunités d'exportation restent nombreuses avec la levée des embargos ESB sur le pourtour méditerranéen et en Asie mais les marchés restent à conquérir pour les exportateurs européens.

Le contraste est saisissant si l'on suit l'évolution de l'Inde, désormais second exportateur mondial au coude à coude avec le Brésil et l'Australie. Le fort développement des troupeaux laitiers de bufflonnes couplé aux efforts de structuration

d'une filière d'engraissement et d'une industrie d'abattage-découpe, permettent de valoriser une part croissante d'un potentiel immense et jusqu'alors extrêmement sous-exploité. La consommation intérieure, bridée par les interdits religieux, reste très limitée et l'augmentation de la production vise avant tout à alimenter le commerce extérieur. L'Inde peut ainsi répondre à une demande toujours dynamique de viande bovine à bas prix dans les pays émergents d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique.

Les pays producteurs d'Amérique du Sud ont, pour leur part, amorcé leur retour sur les marchés mondiaux. Les productions brésilienne et uruguayenne sont reparties à la hausse, grâce à la recapitalisation des années précédentes. Le Brésil et l'Uruguay en ont profité pour regagner des parts de marchés. Mais globalement, le Mercosur a orienté ses viandes ailleurs que sur ses marchés traditionnels d'Europe, de Russie et du Moyen-Orient.

Les limites entre marché Atlantique et marché Pacifique s'estompent. Alors que l'Australie tente de consolider ses parts de marchés sur le continent européen, les fournisseurs du Mercosur continuent de développer leurs positions sur les marchés d'Asie et d'Afrique... et l'Inde, n'ayant pas accès aux principaux pays importateurs, poursuit sa conquête des marchés émergents aussi bien sur le continent asiatique que sur le continent africain.

> > >

Cheptel bovin dans les principaux pays producteurs en millions de têtes

Figure 1.2

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Brésil [°]	170,5	168,3	170,0	173,3	174,1	180,4	185,8
UE à 27 (décembre*)	89,6	88,4	89,0	89,2	88,6	87,4	86,2
Argentine*	58,3	58,7	57,8	57,8	54,5	48,9	49,9
Uruguay	11,7	11,6	11,7	11,7	11,1	11,0	11,3
Ensemble Atlantique	330,1	327,0	328,5	332,0	328,3	327,7	333,2
Inde [°]	295,0	298,0	304,4	309,9	316,4	320,8	323,7
Etats-Unis	96,3	96,6	96	94,5	93,7	92,7	90,8
Australie	27,3	27,0	27,3	27,9	26,6	28,5	29,6
Canada	14,7	14,2	13,9	13,2	12,9	12,5	12,5
Nouvelle Zélande	9,6	9,7	9,7	9,8	9,9	10,0	10,3
Japon	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,2	4,1
Ensemble Pacifique	152,3	151,9	151,3	149,8	147,4	147,9	147,3
TOTAL MONDE	1 362	1 361	1 347	-			

*pour l'année n, inventaire de décembre de l'année n-1

°y.c. buffles

Source : GEB-Institut de l'Élevage
selon diverses sources (ABS, StatCan, USDA, EUROSTAT, SAGPyA, FNP, INAC,...)

Principales productions* de la zone Atlantique en millions de tés

Figure 1.3

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012e
Brésil	10,18	10,08	8,84	8,47	8,78	8,54	9,13
UE à 27	8,13	8,20	8,07	7,95	8,07	8,09	7,76
Argentine	3,03	3,22	3,13	3,37	2,63	2,50	2,59
Uruguay	0,60	0,51	0,52	0,54	0,52	0,49	0,52
Inde					2,60	3,17	3,60
Ensemble hors Inde	21,94	22,01	20,56	20,33	19,99	19,61	20,00
Ensemble avec Inde					22,59	22,78	23,60

e = estimations

*production nette = abattages

Source : GEB-Institut de l'Élevage
selon USDA, EUROSTAT, SAGPyA, INAC, IBGE

UNION EUROPÉENNE : la consommation est contrainte par la baisse de l'offre

Baisse de production, baisse des importations, baisse des exportations, baisse de consommation... Les volumes de viande bovine produits ou échangés sur le marché européen se réduisent. Seul signal positif dans ce marasme : les prix augmentent, marquant une demande non satisfaite par l'offre limitée.

Net recul de la production

Le cheptel européen a démarré l'année 2012 à 86,2 millions de têtes, soit 1,2 million de moins que début 2011 (-1,4%). Les effectifs de mâles de 1 à 2 ans étaient en net recul (-250 000 têtes ou -4,1%). Un repli qui découle du nombre important de broutards exportés vers le Maghreb et la Turquie en 2011, mais qui témoigne aussi de la désaffection pour l'engraissement dans bon nombre d'États membres. Les effectifs de mâles de plus de 2 ans enregistraient une chute de 194 000 têtes (-11%), à lier au recul de la production de bœufs dans les îles britanniques, mais également en France. La baisse du nombre de vaches laitières s'est poursuivie, mais à un rythme modéré (-1,1%, ou -259 000 têtes), le marché des produits laitiers étant alors porteur. Le nombre de vaches allaitantes a chuté plus fortement (-1,7%, ou -207 000 têtes), en raison de la décapitalisation marquée dans bon nombre de pays : -99 000 vaches en Espagne, -72 000 en France, -24 000 en Allemagne et -18 000 au Royaume-Uni. Enfin, la réduction du nombre de génisses de plus de 2 ans (-401 000 têtes ou -6,2%) ne laissait pas augurer d'une recapitalisation.

Nous estimons que les volumes abattus en UE se sont réduits de 4% en 2012 à 7,76 millions de têtes, sous l'effet de la baisse du cheptel et de la hausse des exportations de mâles finis et semi-finis. Sur les neuf premiers mois de l'année, les abattages de taurillons et de bœufs ont reculé de 8%, ceux de génisses de 5%. La baisse des abattages de vaches a été limitée à -2%, certains pays ayant été obligés de réformer beaucoup en raison des conditions climatiques (printemps très sec en Espagne, été trop humide dans les îles britanniques).

Les importations poursuivent leur baisse

Les importations européennes de viande bovine ont poursuivi leur baisse. Après une chute de 15% en

L'UE EN 2012

Population →	504 millions d'habitants
Cheptel →	86,2 millions de bovins dont 22,9 millions de vaches laitières et 12,1 millions de vaches allaitantes
Production abattue →	7,8 millions de têtes
Consommation intérieure →	7,8 millions de têtes 15,5 kgéc par habitant

2011, elles devraient reculer de 6% en 2012 pour tomber à 299 000 têtes, à des prix supérieurs de 7% à ceux de 2011 et de 36% à ceux de 2010.

La viande brésilienne a fait un très modeste retour sur le marché européen, grâce à la dévaluation du réal et à une petite baisse des prix à la production qui contraste avec les hausses chez les autres fournisseurs. Mais si les importations de viande fraîche brésilienne ont progressé de 10% à 26 000 têtes, de même que celles de viande congelée (+16% à 41 000 têtes), celles de viandes transformées ont reculé de 12% à 65 000 têtes. Au total, les importations en provenance du Brésil devraient être stables d'une année sur l'autre et représenter 43% des approvisionnements extérieurs de l'UE.

Les importations européennes de viande argentine poursuivent leur repli. Après une baisse de 18% en 2011, elles devraient encore chuter de 20% en 2012, faute de disponibilités et en raison de la forte hausse des prix (+16% à l'entrée dans l'UE pour la viande fraîche). La viande argentine compterait ainsi pour 17% des approvisionnements de l'UE, essentiellement en viandes réfrigérées.

Les achats de viande uruguayenne sont restés stables, après une chute de 22% en 2011. La viande fraîche a progressé compensant en partie la baisse de l'offre argentine. Mais la viande congelée a reculé, en compétition avec les viandes brésiennes, plus compétitives au sein du contingent GATT. L'Uruguay aurait compté pour 17% des importations européennes.

En provenance d'Australie, les importations ont progressé de 16% à près de 20 000 têtes, ce qui permet à l'Australie d'augmenter sa part de marché à hauteur de 7% en volume. La viande australienne continue de faire son trou sur le marché européen, profitant du

recul de la viande argentine. À l'inverse, **les achats de viandes néo-zélandaises** ont reculé de 5% pour totaliser 5% des volumes importés par l'UE. Si les volumes de viande fraîche ont progressé de 5% avec des prix en hausse de 17%, ceux de viande congelée, qui représentent les trois quart des volumes, ont diminué de 8%.

Les importations **en provenance des États-Unis et du Canada** n'ont pas progressé. Elles devraient être stables sur l'ensemble de l'année par rapport à 2011, autour de 22 000 téc, malgré l'élargissement à hauteur de 45 000 tonnes de produit à partir d'août 2012 du contingent à droit nul accordé à ces pays en règlement du panel « hormones » à l'OMC. Cependant, la situation pourrait changer en 2013 : le traitement des carcasses à l'acide lactique, qui est systématiquement pratiqué dans les abattoirs outre-Atlantique mais jusqu'alors interdit en UE, pourrait y être autorisé, ce qui lèverait une barrière sanitaire aux échanges.

Les prix moyen d'import sont très disparates d'un fournisseur à l'autre, et c'est particulièrement vrai pour la viande fraîche, qui est arrivée par exemple à 5,75 €/kgéc en moyenne en provenance du Brésil, à 7,13 €/kgéc en provenance d'Uruguay et 9,02 €/kgéc d'Argentine. Les prix de la viande congelée sont plus resserrés : 4,50 €/kgéc pour la brésilienne, 4,20 €/kg pour l'Uruguayenne, comme pour l'Australienne, et 5,30 €/kg pour la viande de Nouvelle-Zélande.

Baisse des exportations après un rebond en 2011

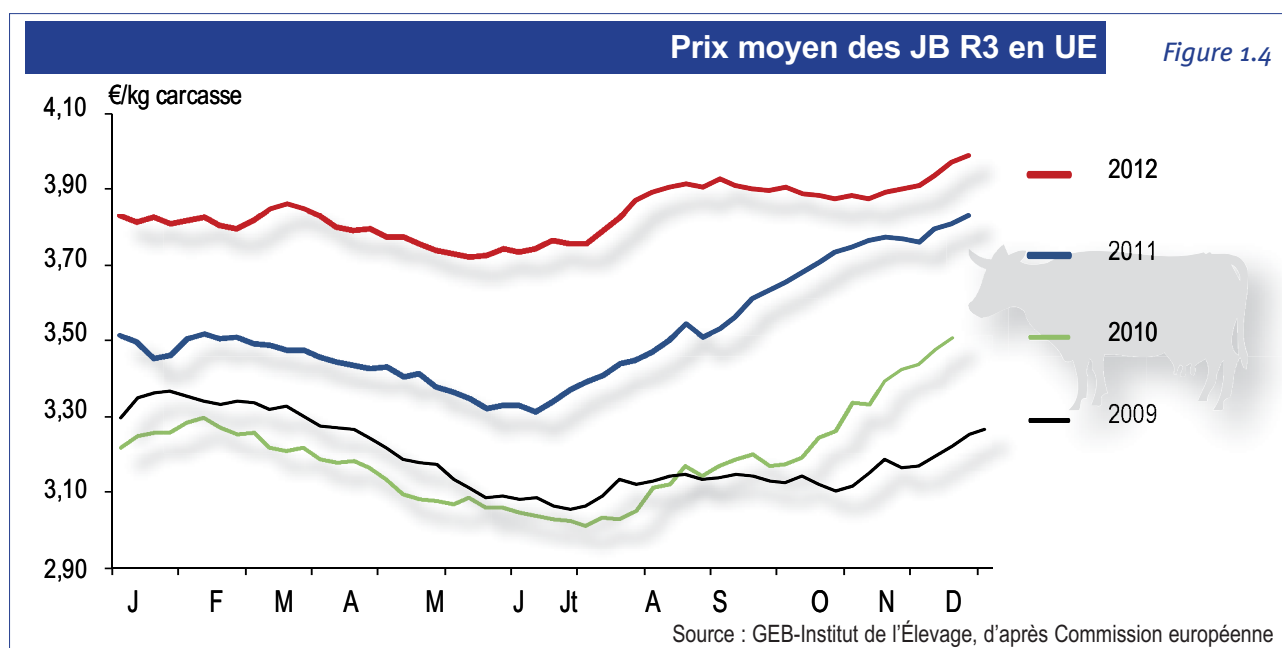
Les exportations européennes de viande bovine devraient baisser de 36% en 2012, à 229 000 téc, faute de disponibilités et en raison des remontées progressives des droits de douane en Turquie. L'année 2011 avait en effet été marquée par une hausse de 28% des exportations de viande bovine avec notamment l'ouverture du débouché turc qui avait représenté 54% des volumes exportés.

En 2012, avec 40 000 téc contre 112 000 téc en 2011, la Turquie ne comptait plus que pour 17% des exportations européennes de viande bovine. Les droits de douane, de 75% entre juillet 2011 et octobre 2012, puis de 100% à compter de novembre 2012, ont découragé bon nombre d'exportateurs. Seule la Pologne a poursuivi son commerce en carcasse, mais souvent semble t'il avec un jeu de double facturation permettant de s'affranchir d'une partie des droits à payer en douane.

La demande **sur le marché russe** se fait plus qualitative. Les volumes de viande fraîche ont progressé de 11% vers la Russie à 35 000 téc, alors que ceux de viande congelée diminuaient de 54% à 29 000 téc.

Enfin, les exportations vers le **Maghreb** ont diminué de 10% pour la viande fraîche et de 23% pour la viande congelée, en raison du manque de disponibilités en viande de jeunes bovins et de la hausse des cours en Europe.

> > >



Les exportations en vif, particulièrement élevées en 2011, devraient reculer de 20% pour revenir à un niveau proche de celui de 2010, autour de 512 000 têtes. Mais la substitution de davantage de mâles finis par rapport aux expéditions de veaux et broutards limite la baisse en tonnage à 7%, à environ 91 000 téc.

Moins de veaux ont été exportés (144 000 animaux, soit -17%), après des niveaux particulièrement élevés en 2011. Même constat pour les broutards (135 000 têtes, soit -48%), dont les cours élevés durant l'été ont limité la demande vers le Maghreb. En revanche, les exportations de gros bovins finis ont progressé de 11% à 233 000 têtes. Elles ont progressé vers la Turquie notamment pour les animaux français, malgré des fermetures ponctuelles du marché turc au cours de l'année et la hausse successive des droits de douane (de 15% à 30% puis à 40% sur les animaux finis). Elles ont aussi progressé vers le Liban et la Libye, mais là surtout au bénéfice des animaux espagnols.

La consommation toujours en berne

Après une baisse de 2% en 2011, la consommation européenne de viande bovine a reculé de près de 3%

en 2012 à 7,8 millions de téc. La consommation par habitant a chuté encore plus fortement pour tomber à 15,5 kg équivalent carcasse, soit 3% sous son niveau de 2011 et 5% sous celui de 2010. L'offre insuffisante a provoqué une hausse des prix au détail qui s'est conjuguée à la baisse du pouvoir d'achat liée à la crise économique qui touche de nombreux États membres.

Le recul de la consommation a été flagrant dans les pays les plus impactés par la crise (Italie, Espagne, Grèce, mais également France et Royaume-Uni). Le seul poids lourd ayant vu sa consommation augmenter est l'Allemagne, épargnée jusqu'à maintenant par les difficultés économiques.

Des prix à la production en forte hausse

La pénurie d'offre sur le marché européen a conduit à une hausse conséquente des prix à la production, qui a fait suite à une hausse déjà importante en 2011. En moyenne en UE sur l'année, le jeune bovin R3 a coté 3,84 €/kg de carcasse, soit 9% de plus qu'en 2011. La vache R3, à 3,53 €/kg, a dépassé de 16% son cours de 2011. La vache O3, à 3,10 €/kg en moyenne, s'est située 15% au-dessus son niveau de 2011.

TURQUIE : un marché sous haute surveillance gouvernementale

La Turquie, qui avait totalement fermé ses portes à la viande et aux bovins étrangers en 1996 suite à la première crise ESB, a rouvert son marché en 2010. La négociation des certificats sanitaires a été échelonnée et se poursuit encore actuellement, si bien qu'un cercle restreint mais croissant de pays est habilité à exporter de la viande ou des bovins vivants vers la Turquie. En juin 2010 sont arrivés les premiers bovins hongrois, en août 2010 les premiers bovins uruguayens et en décembre les premiers bovins australiens. Les premiers animaux français ne sont arrivés qu'en septembre 2011 et les mexicains en décembre 2011. D'autres pays de l'Union européenne sont parvenus à l'établissement de certificats sanitaires sur le vif : la Grèce, les pays baltes, la Suède, l'Autriche, la Slovaquie et la République tchèque. Sur la viande, le marché a été ouvert en octobre 2010 à quelques États membres de l'UE, suffisamment proches géographiquement pour pouvoir fournir des carcasses réfrigérées.

LA TURQUIE EN 2012

Population →	75 millions d'habitants
Cheptel →	12,5 millions de têtes
Production abattue →	estimée à 735 000 téc, dont 50 000 téc de bovins finis importés
Consommation intérieure →	761 000 téc 10,1 kg par habitant

Les prix ont fléchi en fin d'année

L'ouverture du marché turc est la conséquence d'une véritable flambée des prix intérieurs de la viande bovine à partir de mi-2009, dommageable pour les consommateurs et affectant les industries transformatrices comme la restauration. Cette flambée fut le contrecoup de la très forte décapitalisation laitière en 2007-2008 suite à la première envolée des prix des céréales, qui avait d'abord entraîné une forte produc-

tion de viande de réforme suivie d'une pénurie. En effet, le cheptel reproducteur turc étant exclusivement laitier, la viande bovine était jusqu'alors essentiellement issue de taurillons laitiers locaux.

L'ouverture du marché a refroidi les prix, un peu trop pour des engraisseurs spécialisés qui doivent faire face à des coûts de production bien plus élevés qu'en Europe. Pour préserver le secteur de l'élevage, les droits de douanes sur la viande et les bovins d'abattage ont donc été progressivement relevés jusqu'à atteindre 100% pour la viande et 40% pour les bovins finis début novembre 2012, alors qu'ils sont restés nuls pour les bovins d'engraissement comme pour les génisses laitières reproductrices. Les prix intérieurs ont ainsi pu remonter quelque peu. Mais les nombreuses réformes laitières en fin d'année, liées à la forte augmentation des coûts alimentaires, ont fait à nouveau chuter les cours. Le prix moyen des carcasses sortie abattoir était de 6,70 €/kg en décembre 2012, soit 6% de plus qu'un an plus tôt. La moyenne annuelle atteint 6,65 €/kg contre 6,30 €/kg en 2011 (+6% également). Il s'agit de prix relativement élevés, en moyenne 10% supérieur au prix italien du JB de 1ère catégorie au stade « abattoir-grossiste ».

Des abattages en hausse de 14% grâce aux importations en vif

Grâce à l'importation de génisses laitières mais aussi de veaux et de brouards, le cheptel turc s'est redressé en 2011, pour commencer l'année 2012 à 12,5 millions de

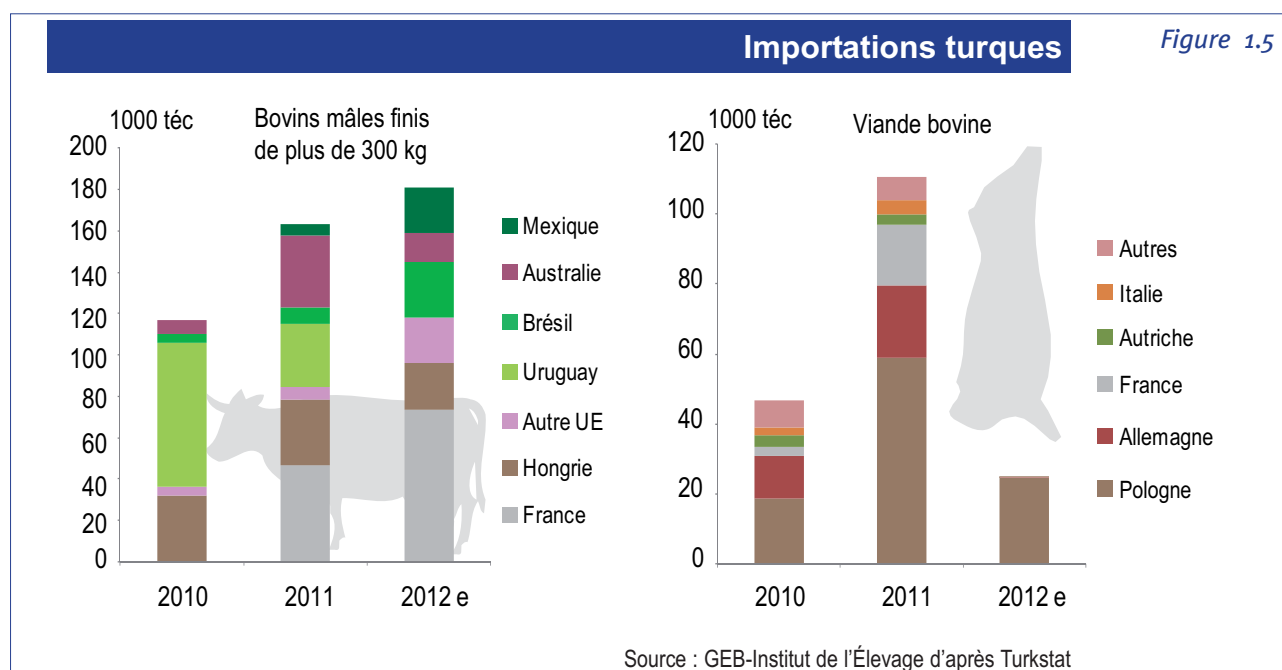
têtes, 9% au-dessus de son niveau de l'année précédente.

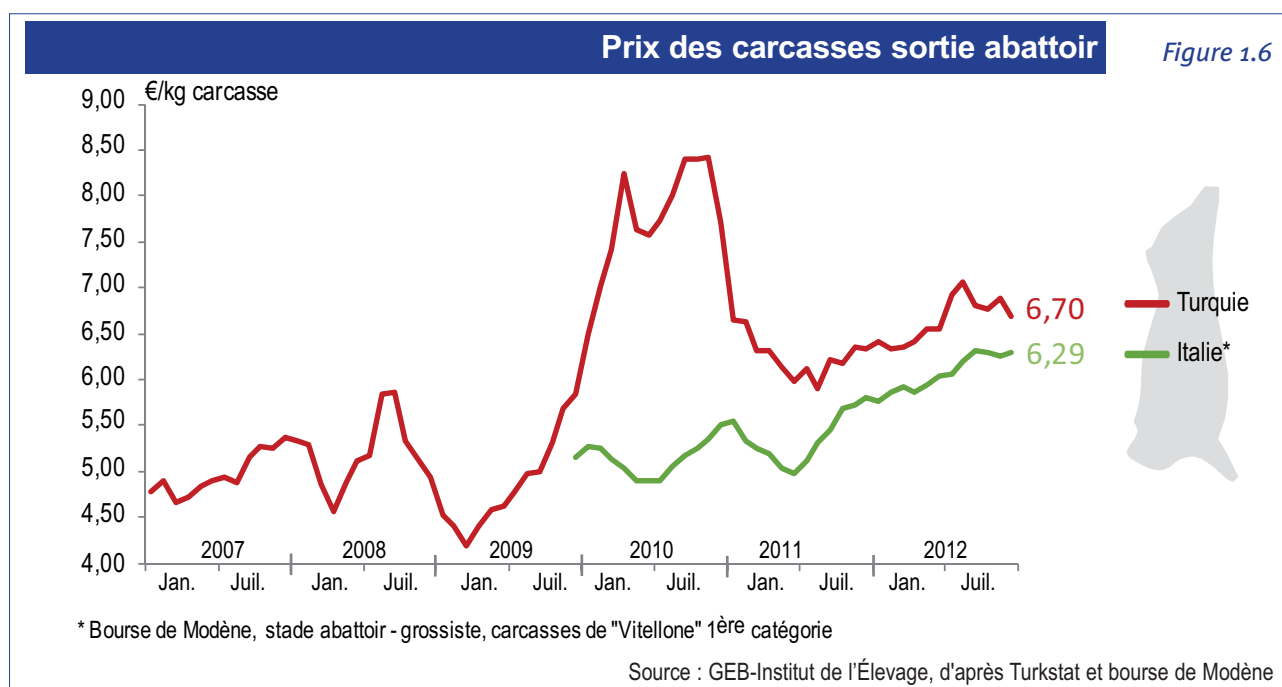
En 2012, les abattages turcs de viande bovine devraient totaliser 735 000 téc, soit 14% de plus qu'en 2011. Sur ce total, 50 000 téc sont issues d'animaux importés prêts à être abattus, soit 7% des volumes. Une autre partie est issue d'animaux maigres importés en 2011 (10 000 veaux et 216 000 brouards) pour être engraisés sur place.

Parallèlement, les importations de viande bovine ont lourdement rechuté de 77%, à 26 000 téc, en raison du niveau de droits de douane devenu prohibitif. Les disponibilités n'ont donc progressé que de 1% pour totaliser 761 000 téc. Néanmoins, les importations totales, viande bovine et « viande sur pied » (bovins prêt à abattre), ont encore compté pour plus de 10% dans la consommation turque de viande bovine en 2012.

Les fournisseurs de la Turquie plus nombreux sur le vif

La Turquie n'a importé que 26 000 téc de viande bovine en 2012, contre 111 000 téc en 2011. La Pologne est le seul fournisseur encore dans la course pour l'approvisionnement en carcasses. Les droits de douane de 75% depuis juillet 2011 puis de 100% à compter de novembre 2012 ont dissuadé les autres fournisseurs. La France et l'Allemagne avaient pourtant compté respectivement pour 15% et 19% des





achats turcs en 2011, la Pologne en totalisant déjà plus de la moitié (53%).

Les importations turques de bovins finis devraient totaliser 180 000 têtes en 2012, soit 11% de plus qu'en 2011 et 55% de plus qu'en 2010. L'augmentation en tonnages est plus importante (+20% à 50 000 téc), en raison de la part plus importante des bovins français, plus lourds que ceux d'autres provenances. La Turquie aurait importé 75 000 bovins finis en provenance de l'Hexagone sur l'année, contre 47 000 en 2011 (concentrés sur les 4 derniers mois de l'année), soit une progression de 57%. Faute de marchandise, la Hongrie a diminué ses envois, de 32 000 têtes en 2011 à 23 000 têtes en 2012 (-29%). En revanche, l'ouverture du marché à de nouveaux États membres a permis de développer globalement les ventes de l'UE. Le Brésil, très compétitif sur le marché mondial en 2012, a presque quadruplé ses envois pour totaliser 35 000 têtes. Le Mexique, agréé depuis décembre 2011, a envoyé 22 000 têtes. L'Australie a souffert des concurrences européennes et mexicaines. Elle a expédié 14 000 bovins finis, contre 35 000 en 2011 (-60%). L'Uruguay n'a plus envoyé de bouvillons prêts à abattre depuis mars 2011 en raison de l'embargo instauré par le gouvernement uruguayen à la demande de son secteur de l'abattage. Le prix moyen des bovins finis à l'arrivée dans les ports turcs s'est élevé à 2,63 €/kg vif sur les 11 premiers mois de 2012, contre 2,68 €/kg vif sur l'ensemble de l'année 2011. Les bovins français ne sont pas les plus chers au kilo, à 2,55 € en moyenne, contre 2,94 € pour les bovins

australien ou 2,82 € pour les brésiliens, 2,57 € pour les hongrois ou encore 2,37 € pour les slovaques.

Les importations de bovins maigres de 160 à 300 kg devraient tomber à 175 000 têtes (-19%), en raison de fortes baisses en provenance d'Uruguay (-51% à 62 000 têtes) et d'Australie (-37% à 22 000 têtes), les principaux fournisseurs. 11 000 brouards ont été importés du Mexique, 10 000 de Hongrie (+24%) et 10 000 d'autres pays européens (Slovaquie et République tchèque).

Les importations de veaux de moins de 160 kg ont été multipliées par 4 pour totaliser 45 000 têtes, dont 38 000 têtes en provenance de Hongrie. Ces importations auraient été réalisées par un seul gros groupe intégré spécialisé dans l'engraissement à partir de veaux non sevrés.

Fermetures et réouvertures se succèdent

Les bilans annuels cachent des évolutions mensuelles en dents de scie, au rythme des fermetures et des réouvertures de marché qui se sont succédées en 2012, en particulier pour les bovins français. En effet, les différends diplomatiques au sujet d'une éventuelle loi en France sur le génocide arménien et le passage du virus de Schmallenberg ont interrompu les envois de bovins français en début d'année. En outre, l'ensemble des achats de vif fini et de viande ont été stoppés pendant le mois d'octobre afin de soulager les engraisseurs en

> > >

proie à des difficultés économiques à la veille de l'Aïd, pic traditionnel de consommation. Enfin, le marché a été fermé en toute fin d'année en raison de l'aggravation de la situation financière des entreprises d'engraissement. Si l'on rajoute à cela la hausse continue des droits de douane, le marché turc s'avère d'un abord chaotique pour les exportateurs. La Turquie est pourtant devenue un débouché stratégique pour les filières européennes : un accord de partenariat commercial

approfondi entre UE et Turquie permettrait de stabiliser le marché de part et d'autre du Bosphore. Mais il s'agit là d'un enjeu éminemment politique puisque la Turquie est le plus ancien candidat à l'adhésion à l'UE, bien avant la Croatie qui devrait pourtant adhérer dès juillet 2013 sans susciter jusqu'à maintenant de gros débats en France ou en Europe...

LIBAN : les importations de bovins vifs toujours privilégiées

Le Liban importe plus de 80% de son approvisionnement en viande bovine, que ce soit sous forme de viande, essentiellement désossée, ou sous forme de mâles finis ou semi-finis. Le réexport vers les pays voisins, en particulier vers la Syrie, est difficile à estimer car il n'apparaît pas (ou peu) dans les douanes. Le chiffre de consommation de 23,6 kg par habitant est donc probablement artificiellement élevé.

Les droits de douane libanais sont nuls sur les bovins vivants et ne sont que de 5% sur la viande. En 2012, le Liban aurait importé 81 000 téc de viande bovine et de bovins vivants (finis et semi-finis), soit 8% de moins qu'en 2011.

Les importations d'animaux vivants restent dynamiques

Les importations de bovins vivants restent privilégiées, notamment pour l'approvisionnement en frais des nombreuses boucheries artisanales qui conservent une part de marché importante malgré la montée en puissance de la grande distribution. Selon nos estimations, les importations de bovins vivants hors reproducteurs, traduites en équivalent carcasse, auraient ainsi totalisé 50 000 téc en 2012, un niveau supérieur de 4% à celui de 2011.

Les bovins brésiliens, expédiés du port de Belém en Amazonie, étaient revenus en force en 2011 mais ont été moins nombreux en 2012 en raison du retour de la demande vénézuélienne. Ils ont compté pour 30% des approvisionnements libanais en bovins vivants 2012 et sont arrivés à un prix moyen de 2,45 US\$/kg vif, en baisse de 12% par rapport à 2011 compte tenu de la dévaluation du réal brésilien.

L'Espagne a doublé ses envois et est devenue le second fournisseur avec 28% des volumes, à un prix

LE LIBAN EN 2012

Population →	4,1 millions d'habitants
Cheptel →	77 000 têtes
Production abattue →	69 500 téc, dont 50 000 issues de bovins importés vivants
Consommation intérieure →	98 000 téc 23,6 kg par habitant

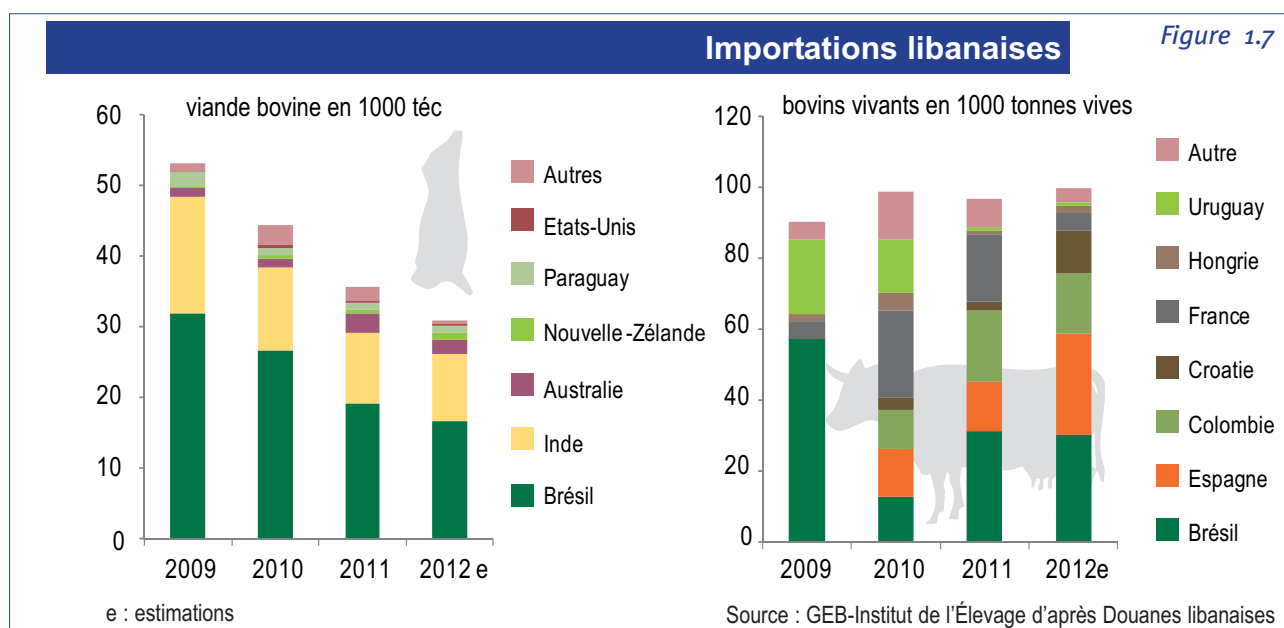
moyen de 3,31 US\$/kg vif. La Colombie, arrivée sur le marché libanais en mars 2010 après la fermeture du débouché vénézuélien pour des raisons politiques, a représenté 17% des volumes importés, à un prix de 2,35 US\$/kg vif. La Croatie (12% des volumes) a presque quintuplé ses envois, à un prix moyen sur 10 mois de 3,09 US\$/kg.

La France, qui était pourtant le premier fournisseur en 2010, n'était plus que 5ème en 2012, avec seulement 5% des volumes. La réorientation des flux français vers la Turquie depuis septembre 2011 et la hausse des prix ont limité les envois vers le Liban, même si ceux-ci restent actifs en particulier lorsque le marché turc ferme ses portes.

Nouveau recul des importations de viande

Les importations de viande bovine, à 31 000 téc, ont poursuivi leur baisse. Celle-ci a atteint 14% en 2012, amplifiant le recul de 19% en 2011. Ces importations sont constituées de 2/3 de viande réfrigérée pour 1/3 de viande congelée. La viande brésilienne, à 95% réfrigérée désossée, représente toujours la grande majorité des volumes (54%). Elle compte pour la quasi-totalité des approvisionnements de la grande distribution. Après une forte hausse en 2011, son prix moyen a

> > >



baissé de 1% en 2012 pour atteindre 4,84 US\$/kg équivalent carcasse. La découverte d'un stock de 300 tonnes de viande avariée brésilienne en début d'année ne semble pas avoir découragé la consommation : les envois ont été réguliers jusqu'à la fin de l'année.

La viande indienne, à 94% congelée et moitié moins chère que la viande brésilienne (2,43 US\$/kg), a représenté 31% des volumes importés en 2012. Ses débouchés restent contenus par la préférence affichée par la plupart des chaînes de grande distribution qui se déve-

loppent dans le grand Beyrouth : celles-ci exigent de la viande fraîche, soumise de plus à un cahier des charges auquel ne peuvent répondre les viandes indiennes. Les importations de viande indienne n'ont diminué que de 3% en 2012.

Les autres provenances ne comptent ensemble que pour 15% des volumes importés et concernent pour la plupart des viandes plus haut de gamme, alimentant notamment le circuit de l'hôtellerie-restauration.

L'ALGÉRIE : les importations de viande limitent la pénurie

Le marché algérien des produits carnés est caractérisé par la place dominante qu'y occupe la viande ovine. En effet, le bœuf ne représente qu'à peine 35% de la production et 50% de la consommation de viandes rouges. Néanmoins, en 2012, face à une situation extrêmement tendue dans la filière ovine, la demande s'est largement reportée sur la viande bovine, alimentant ainsi les besoins à l'import.

Une demande en forte croissance

L'année 2012 a été marquée par une hausse significative de la demande algérienne de viande bovine. L'accroissement démographique se poursuit au rythme de 1,5% par an, mais le coup d'accélérateur a été donné par les hausses de salaires et de pensions de retraite concédées par le gouvernement pour juguler les revendications du « printemps arabe » en 2011.

En outre, la flambée des cours de la viande ovine au détail a largement contribué à alimenter la demande

L'ALGÉRIE EN 2012

Population → 37,1 millions d'habitants

Cheptel → 1,7 million de têtes

Production abattue → 135 000 téc

Consommation intérieure → 225 000 téc
6,1 kgéc par habitant

en viande bovine. Selon les statistiques publiées par le ministère algérien de l'agriculture, le prix moyen de la viande ovine vendue à Alger aurait en effet progressé de plus de 30% en 2012. Les observateurs attribuent ce renchérissement à la répercussion de la hausse des coûts de production sur les prix au détail, mais surtout à la spéculation opérée par les intermédiaires qui gardent la mainmise sur cette filière opaque. Le gouvernement est en outre resté inflexible sur une éventuelle ouverture aux importations d'ovins vivants réclamée par de nombreux consommateurs.

> > >

Des disponibilités en nette hausse

Le cheptel bovin, essentiellement laitier, ne dépasse pas 1,7 million de têtes. Et même si la consommation algérienne de viande bovine n'est que de 6 kg équivalent carcasse par habitant, la production reste largement insuffisante pour satisfaire les besoins de la population.

Selon l'USDA, les abattages auraient atteint 135 000 téc en 2012, 8% de plus qu'en 2011. Certains experts estiment que la sécheresse estivale et la hausse des cours des céréales auraient incité de nombreux producteurs à accroître les réformes. D'autres avancent que ce serait la conséquence de la recapitalisation initiée depuis 2010 par la Politique de Renouveau Agricole et Rural. Celle-ci vise notamment à créer un environnement économique favorable au développement de l'élevage, via par exemple l'octroi d'une aide corrélée au litre de lait produit.

Néanmoins, cette poussée de la production n'a pas été suffisante pour satisfaire la demande et les importations de viandes fraîches et congelées ont fortement augmenté en 2012. Elles auraient progressé d'environ 50%, à plus de 90 000 téc.

Inde et Brésil se partagent le marché algérien

Les importations en provenance d'Inde auraient bondi de plus de 55% à 75 000 téc. Le groupe public SGP Proda est responsable d'une grande partie des achats de ces découpes congelées, qu'il stocke dans

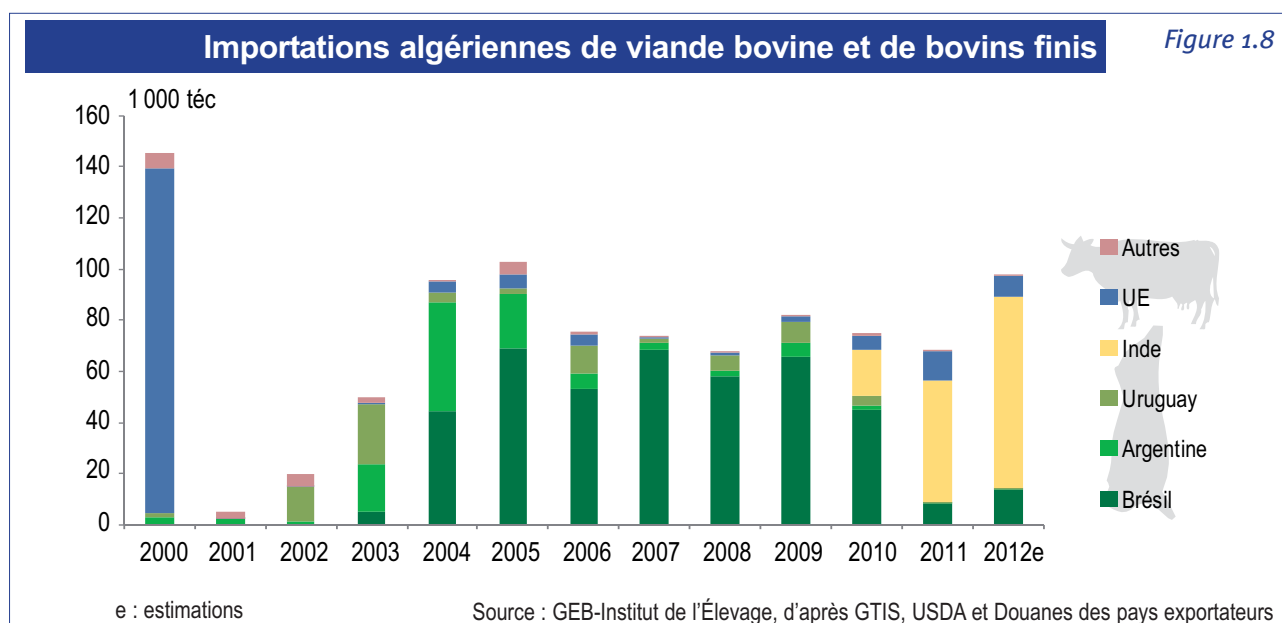
des entrepôts frigorifiques tout au long de l'année et écoule dans ses magasins spécialisés en particulier lors du Ramadan, en plein pic de demande. Les consommateurs restent globalement peu convaincus par les garanties sanitaires et gustatives de cette viande. Les classes moyennes et supérieures privilégient donc le bœuf frais, pourtant presque deux fois plus cher.

Les importations en provenance du Brésil ont également progressé, de plus de 60% à 14 000 téc. 70% des marchandises étaient fraîches et réfrigérées, et en grande partie destinées à la restauration collective et à la boucherie.

Face à la baisse des prix brésiliens et à l'afflux de marchandise indienne, les exportations européennes de viande bovine vers l'Algérie ont reculé de 40%, à moins de 2 500 téc. Elles sont désormais exclusivement constituées de viandes fraîches, alors que les découpes congelées représentaient encore un quart des expéditions de l'UE vers l'Algérie en 2011. Les marchandises françaises comptent encore pour 50% des envois, malgré les expéditions espagnoles (plus de 1 100 téc envoyées en 2012).

Calculée par bilan, la consommation algérienne de viande bovine atteindrait 225 000 téc, soit 13% de plus qu'en 2011. Cette progression des disponibilités a permis de limiter la hausse des cours. À 8% en moyenne annuelle, l'augmentation des prix de la viande bovine au détail en dinars est dans le rythme de l'inflation, estimée à 8,4% en 2012 par le FMI.

> > >



Ralentissement des importations d'animaux vivants

Pour des raisons sanitaires, l'UE est le fournisseur exclusif de l'Algérie en broutards et bovins d'abattage. Les deux parties avaient de plus signé un accord en 2005, préparant à la création d'une zone de libre-échange euro-méditerranéenne. Ce texte ouvrait notamment un contingent annuel de 5 000 tonnes à droits de douane nuls sur les bovins vivants (y compris les vaches laitières et les génisses pleines). Fin 2010, l'Algérie a cependant suspendu les préférences tarifaires accordées à l'UE sur le bétail vivant et 35 autres produits, afin de contraindre les autorités européennes à repousser les échéances fixées pour la libéralisation totale des échanges. Ce n'est qu'au 1er octobre 2012, après qu'un compromis ait été trouvé entre les deux parties, que le contingent a été rouvert.

Avant cette date, les droits de douane de 30% et la hausse des prix européens ont freiné les importations d'animaux vifs (finis ou maigres), d'autant que la flambée des coûts pénalise l'engraissement en Algérie. L'embargo temporaire imposé par les autorités sanitaires algériennes sur les animaux français lors de l'épidémie de Schmallenberg et les contraintes supplémentaires associées à la réouverture du marché en avril ont également pesé sur les échanges

Réduction des parts de marché françaises sur les animaux vivants

En cumul sur les neuf premiers mois de l'année 2012, l'Algérie a importé 8 000 animaux destinés à l'abattage d'un poids moyen de 570 kg vif, dont 60% de mâles. Par rapport à la même période en 2011, les volumes achetés sont en baisse de plus de 40%. L'ouverture du marché algérien aux animaux en provenance d'Espagne a par ailleurs brisé l'hégémonie française : l'Hexagone passe derrière l'Espagne qui a réalisé 55% des envois de jeunes bovins légers (añojos) à prix cassé.

Par ailleurs, les importations algériennes d'animaux maigres et semi-finis se sont rétractées de 30% en cumul sur les neuf premiers mois de l'année, à 6 000 têtes. La France conserve plus de 90% de parts de marché sur ce segment. À 380 kg vif en moyenne, les animaux envoyés par la France et l'Espagne sont nettement moins lourds qu'en 2011 (465 kg sur la période correspondante).

Sur le dernier trimestre, la réhabilitation du contingent à droits nuls aurait fait rebondir les échanges d'animaux vivants : les importateurs algériens avaient en effet la possibilité de saturer ce quota en seulement trois mois.

RUSSIE : un premier rebond du cheptel depuis 20 ans !

Les fortes incitations financières du gouvernement russe au bénéfice de l'élevage bovin semblent commencer à porter leurs fruits : malgré une restructuration toujours intense dans les petites et les anciennes structures, le cheptel russe de vaches aurait augmenté de 2% en 2011, à près de 9 millions de têtes. Cependant, la production de viande bovine reste orientée à la baisse en 2012 suite à la décapitalisation en vigueur depuis la chute de l'URSS.

Une filière en mutation

Après la libéralisation du prix du lait au début des années 1990, les grandes exploitations issues du démantèlement des structures collectives se sont effondrées, ne disposant que d'installations souvent obsolètes et manquant de capitaux et de main d'œuvre qualifiée. À l'inverse, les exploitations d'autosubsis-

LA RUSSIE EN 2012

Population →	143,0 millions d'habitants
Cheptel →	20 millions de têtes dont 310 000 vaches allaitantes
Production abattue →	6,8 millions de têtes 1,35 million de tég
Consommation intérieure →	2,41 millions de tég 17,0 kgéc par habitant

tance ont plutôt bien résisté grâce à leur faible exposition au marché : elles détiennent désormais plus de 50% du cheptel russe, contre 25% en 1990.

Jugeant cette structure de la production peu performante et dotée de faibles perspectives de croissance, le gouvernement russe a décidé d'axer sa politique sur

> > >

des aides à la construction d'unités de production modernes de très grande taille. L'objectif de cette stratégie gouvernementale, appuyée par le déblocage de nombreux fonds régionaux, est d'atteindre un taux d'autosuffisance de 90% en produits laitiers et de 85% en viande bovine à l'horizon 2020.

De gigantesques exploitations ont ainsi vu le jour à travers le pays, surtout dans le secteur laitier. Les investisseurs, souvent issus des secteurs porcin et avicole, ont créé d'importants complexes intégrant l'élevage, la production, la fabrication d'aliments du bétail, la transformation, l'abattage...

Hausse des effectifs de vaches

Cette stratégie, qui avait jusqu'alors largement profité aux seules industries des viandes blanches, semble aujourd'hui commencer à porter ses fruits dans le secteur bovin. D'autant que la préférence des nouveaux ateliers pour les génisses d'importation évite de mobiliser le cheptel de souche. En 2011, plus de 160 000 bovins reproducteurs avaient été importés, en grande partie avec le soutien financier de l'État.

Les effectifs de vaches laitières ont rebondi de plus de 1% au cours de l'année 2011 pour se porter à 8,7 millions de têtes début 2012. Le cheptel de vaches allaitantes, encore marginal, aurait dépassé 300 000 têtes début 2012.

Mais l'effritement de la production continue

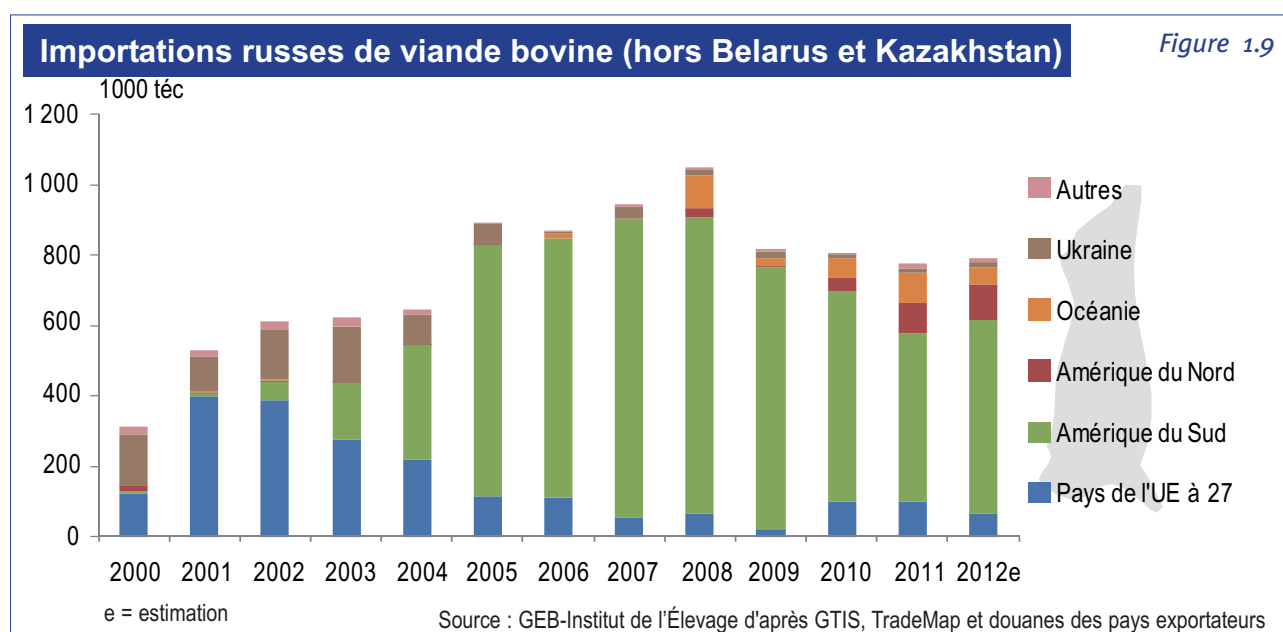
En 2012, la sécheresse estivale a incité les éleveurs à accélérer les sorties. Selon l'USDA, la hausse des effectifs abattus (+1%) aurait été contrebalancée par un allègement des poids carcasse, face à ces conditions climatiques difficiles, mais aussi au renchérissement de l'aliment et à l'augmentation de la part de vaches dans les sorties.

La production russe de viande bovine aurait atteint 1,35 million de téc en 2012, un niveau inférieur de 1% à celui de 2011. Selon l'USDA, la hausse des abattages de vaches cette année contribuera à une nouvelle baisse de la production en 2013.

Légère progression des importations

Alors que la production baisse, la demande russe demeure dynamique, dopée par un PIB en croissance de 4% en 2012. Les importations totales de viande bovine auraient atteint 1,07 million de téc sur l'année, soit 0,5% de plus qu'en 2011. Elles représentent toujours près de 45% des approvisionnements nationaux. Il s'agit essentiellement de découpes désossées congelées issues d'avants de vaches ou de chutes de parage. Cependant, le mix produit s'oriente progressivement vers une marchandise plus qualitative, pour abonder des segments hauts de gamme en croissance.

> > >



Ainsi, en moyenne sur les dix premiers mois de 2012, alors que les prix à la production ont plafonné chez les principaux fournisseurs du marché mondial, les importations russes de viandes congelées étaient 15% plus chères qu'en 2011, à 4,45 USD/kg.

L'Amérique du Sud reste le premier fournisseur de la Russie : à plus de 540 000 téc, les importations russes de bœuf sud-américain ont grimpé de 13%. Les achats de découpes en provenance du Brésil ont progressé de 6% et représentent encore plus de 55% des achats de viandes sud-américaines, grâce à la réhabilitation de certains abattoirs déréférencés en 2011 et à la baisse des prix brésiliens. En outre, le Paraguay aurait doublé ses envois de bœuf congelé vers la Russie, à 130 000 téc. La Russie est en effet un des seuls pays à avoir continué à acheter de la viande paraguayenne en dépit de l'épidémie de fièvre aphteuse déclarée fin 2011 dans ce pays. À l'inverse, les importations russes de découpes uruguayennes et argentines se sont écroulées, de respectivement 7% et 45%. Elles ne représentent plus que 18% des achats russes de bœuf en Amérique latine.

Les importations en provenance de Biélorussie, dont l'entrée sur le territoire est facilitée par un quota spécifique à droit nul de 135 000 tonnes négocié dans le cadre de l'union douanière Russie-Biélorussie-Kazakhstan, sont mal documentées. Plusieurs sources indiquent cependant une légère augmentation de ces flux en 2012, qui représentent la majorité des importations russes de viandes fraîches.

Les exportations nord-américaines vers la Russie ont également progressé en 2012. Les États-Unis ont en effet bénéficié d'un quota à droits réduits élargi à 60 000 tonnes. Leurs envois de bœuf frais et congelé vers la Russie se sont portés à 59 000 téc, soit 16% de

plus qu'en 2011. Le Mexique, grâce à ses disponibilités en forte croissance, a augmenté ses expéditions vers la Russie de 40%, à 41 000 téc.

L'Union européenne et l'Océanie, dont les exportations totales ont significativement reflué, ont privilégié d'autres débouchés plus rémunérateurs. À respectivement 65 000 et 50 000 téc, leurs expéditions de viande de bœuf vers la Russie ont reculé de plus d'un tiers, malgré une nette hausse des envois de viandes fraîches.

Vers la fin des embargos russes ?

L'adhésion de la Russie à l'OMC, entérinée au cours de l'été 2012, commence tout juste à se répercuter sur ses importations de viande bovine.

Certes, elle n'impliquera que des modifications mineures sur le régime tarifaire imposé par le gouvernement russe. Le volume total que recouvrent les différents contingents d'importation de viandes bovines (hors accords douaniers avec la Biélorussie et le Kazakhstan) devrait se maintenir à 560 000 tonnes jusqu'en 2020, avec des droits de douane inchangés, de 15% au sein des contingents, et de 50% au-delà des plafonds. La Russie devrait cependant élargir la définition des viandes bovines de haute qualité, qui sont soumises à un droit de douane limité à 15%. La définition actuelle fait référence à un prix minimum à l'importation de 8 USD/kg.

Mais surtout, la Russie doit désormais se plier aux normes SPS (sanitaires et phytosanitaires) de l'OMC, limitant l'utilisation d'embargos sanitaires dans un but protectionniste. Ainsi, dès novembre 2012, une vaste majorité d'abattoirs brésiliens a été réinscrite dans la liste des outils agréés par les autorités russes, après une vague massive de déréférencements en 2010 et 2011 et des réhabilitations au compte-goutte début 2012.

BRÉSIL : reprise des exportations

La production brésilienne de viande bovine, à l'étiage en 2011, est repartie à la hausse en 2012. En effet, l'impressionnante décapitalisation de 2003 à 2007 avait laissé derrière elle un cheptel au plus bas, et un potentiel de production fortement érodé. La chute des abattages à partir de 2008 a provoqué une hausse spectaculaire des prix intérieurs, enclenchant une nouvelle phase de recapitalisation qui a permis aux effectifs de recouvrer de hauts niveaux, à plus de 180 millions de têtes début 2012 selon la FNP.

LE BRÉSIL EN 2012

Population →	194 millions d'habitants
Cheptel →	186 millions de têtes dont 54 millions de vaches allaitantes
Production abattue →	39 millions de têtes 9,1 millions de téc
Consommation intérieure →	7,6 millions de téc 39,4 kgéc par habitant

> > >

Face à la longueur des cycles de production au Brésil (l'âge à l'abattage est généralement supérieur à trois ans), les fruits de la recapitalisation se sont longtemps fait attendre, pour enfin être récoltés cette année. Cette hausse de la production a entraîné un retournement de conjoncture très relatif : le prix du bouvillon payé au producteur à São Paulo, qui avait atteint des niveaux inégalés en 2011, a chuté de 4% en réels en moyenne sur 2012. Ils restent cependant supérieurs de 60% à leurs bas niveaux de 2007.

Poussée significative de la production

En cumul sur 10 mois, les abattages contrôlés par le Service d'inspection fédéral ont progressé de 7% en effectifs par rapport à 2011. Ce rebond aurait été intégralement réalisé dans le Centre-Ouest, où le dernier cycle décapitalisation/recapitalisation avait été le plus intense. En Amazonie, la hausse de la production a été moins marquée face au renforcement des contrôles portant sur la déforestation depuis cinq ans. Enfin, dans les régions côtières du Sud et du Sud-Est, la production a de nouveau reflué. Face à la conquête des surfaces de pâturages par les cultures de soja, maïs et canne à sucre, le cheptel de ces zones n'a pas profité de la recapitalisation constatée à l'échelle nationale.

Nourrie par les bouvillons issus de la recapitalisation, la hausse de la production brésilienne apparaît encore davantage due à une progression des abattages de vaches (+10% d'une année sur l'autre, pour la 2^{ème} année consécutive). Après une année 2011 marquée par la sécheresse, ces réformes sont toujours abondantes dans le Centre-Ouest, malgré une année climatique plus favorable. La concurrence exercée par les cultures annuelles et pérennes sur les surfaces et le capital investi, naguère cantonnée dans les régions les plus proches des ports d'exportation, progresse aujourd'hui à grande vitesse dans les États intérieurs, où l'élevage bovin ne règne plus en maître. D'autant plus que les éleveurs font face à un ciseau de prix défavorable, avec des coûts de production en hausse de 5 à 7% en 2012 selon SCOT Consultoria.

Au total sur l'année 2012, nous estimons que la production brésilienne de viande bovine aurait atteint 9,1 millions de tés, soit 7% de plus que l'année précédente. La progression des abattages pourrait se

prolonger jusqu'en 2014, grâce à la recapitalisation initiée en 2008. Tout dépendra de l'intensité des réformes de femelles qui ont alimenté la production en 2012. Cette dernière année, elles ont représenté 29% des tonnages produits dans les abattoirs agréés à l'export contre 58% pour les bœufs et 13% pour les animaux jeunes âgés de moins de 3 ans (mâles et femelles). À plus long terme, la hausse de la production devrait rester limitée par le boom des cultures annuelles et pérennes, mais aussi par le renforcement de la lutte contre la déforestation en Amazonie.

Les exportations de bovins vivants redémarrent

L'expédition d'animaux vivants reste une option très rémunératrice pour les éleveurs du Nord du pays, où les abatteurs pratiquent des prix inférieurs de près de 15% aux cours en vigueur autour des principaux pôles de consommation, au Sud et au Sud-est. À 2,30 USD/kg vif au départ de Belem, les animaux brésiliens sont très compétitifs sur le marché mondial.

Après un creux en 2011, les expéditions brésiliennes de bovins d'abattage se sont portées à près de 500 000 têtes, soit une progression de plus de 20% sur un an. Les deux débouchés historiques de cette filière d'exportation en vif mobilisent plus de 85% des volumes : les envois vers le Venezuela ont progressé de 14% cette année à 365 000 animaux, grâce à une forte demande (forte poussée du revenu disponible des ménages et baisse marquée de la production locale) et à l'amélioration de la compétitivité brésilienne. Les exportations de taurillons vers le Liban ont à l'inverse plafonné à 65 000 têtes, 10% de moins qu'en 2011.

Le statut sanitaire du Nord du pays, où l'épidémie de fièvre aphteuse est loin d'être contrôlée, reste le principal facteur limitant à la diversification des exportations brésiliennes de bovins vivants. Cependant, en 2012, plus de 15 000 taurillons finis ont été expédiés vers l'Égypte au départ des ports du Pará. En outre, l'accord sanitaire signé par deux États du Sud du Brésil (Santa Catarina et Rio Grande do Sul) avec la Turquie a permis l'envoi de près de 45 000 animaux en 2012 malgré des prix plus élevés et des coûts de transport plus onéreux qu'au départ du Pará.

> > >

Les exportations de viande décollent à nouveau

Sur 600 000 téc supplémentaires produites cette année, environ 150 000 téc auraient été exportées et 450 000 auraient satisfait le renforcement de la demande intérieure. La consommation brésilienne de viande bovine se serait ainsi portée à 39,4 kg équivalent carcasse par habitant, soit 5% de plus qu'en 2011. Dans ce pays où la consommation de viande bovine est fortement corrélée au revenu disponible, les importants programmes d'aide aux plus démunis ont notamment permis à des couches entières de la population d'augmenter leurs achats de bœuf.

Les exportations brésiennes de viande bovine ont atteint 1,5 million de téc en 2012, soit 12% de plus qu'un an auparavant. La baisse des prix intérieurs et la dépréciation du réal ont en outre permis d'améliorer la compétitivité du bœuf brésilien. Celui-ci a ainsi retrouvé un positionnement favorable sur des marchés qui avaient été rebutés par le renchérissement des marchandises sud-américaines depuis 2008. En 2012, le prix des exportations brésiennes de viandes hors préparations cuites a en effet reculé de 6% en dollars.

Inversion de tendance pour les exportations de viandes transformées

Les exportations brésiennes de viandes transformées avaient lourdement chuté de 2008 à 2011, en raison de plusieurs événements sanitaires liés à des résidus d'ivermectine dans le *corned-beef* importé par les États-

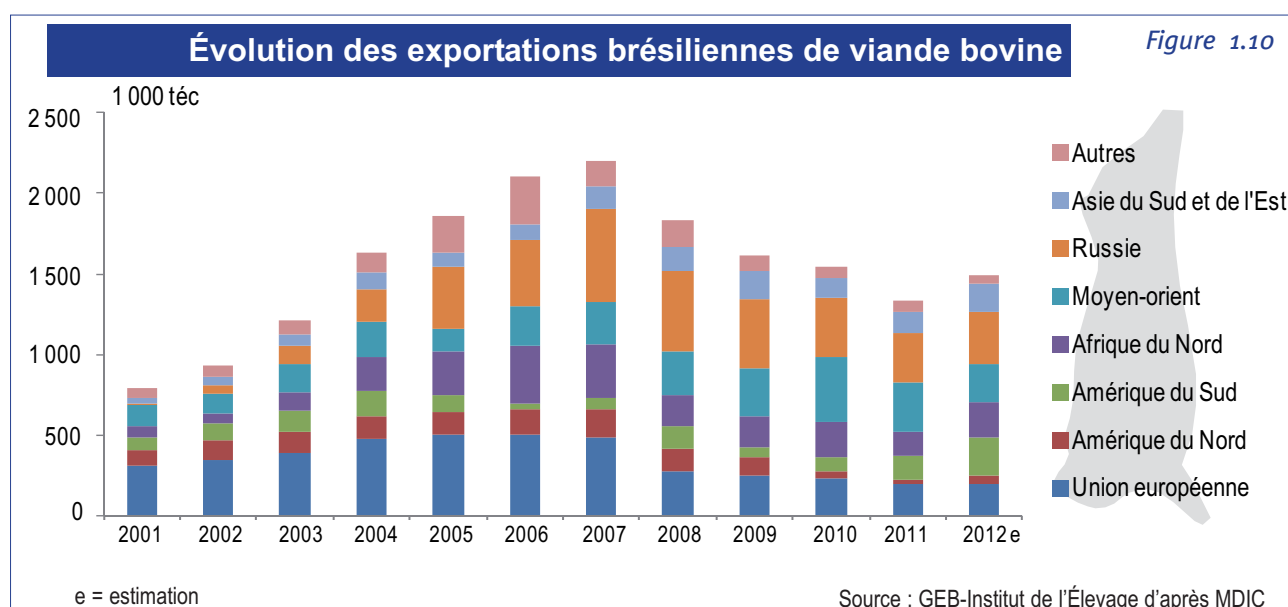
Unis et plusieurs pays européens. Elles ont cependant rebondi de 5% en 2012, à 276 000 téc. Si les envois vers l'UE ont à nouveau reculé (127 000 téc, -5%), les exportations vers l'Amérique du Nord ont augmenté de près de 60%, à 41 000 téc. Comme en 2011, les envois vers plusieurs destinations secondaires (Chili, Caraïbes...) ont fortement progressé.

Retour des exportations de viandes crues vers l'UE

Les exportations de viandes crues (hors préparations cuites) vers l'Union européenne ont grimpé de 13%, à 71 000 téc. Les envois de viandes fraîches et réfrigérées ont augmenté de 10% à 27 000 téc, tandis que les expéditions de découpes congelées ont progressé de 16% à 45 000 téc.

Pourtant les contingents européens à droits de douane réduits auxquels ont accès les exportateurs brésiliens sont soit saturés (les contingents GATT destinés aux viandes congelées), soit difficiles d'accès pour des raisons de traçabilité (le contingent Hilton réservé aux découpes réfrigérées brésiennes). La baisse des prix brésiliens, la dépréciation du réal et la hausse des prix sur le marché européen ont ainsi permis le retour de flux de viandes brésiennes vers l'UE supportant des droits de douane pleins. Le prix des morceaux nobles de l'arrière (aloyau et globe) de bouillons ou de génisses expédiés par le Brésil vers l'UE a en effet baissé de 15% sur un an, à 10,60 USD/kg de carcasse pour les viandes fraîches et 7,10 USD/kg pour les viandes congelées.

> > >



Cependant, les expéditions brésiliennes vers l'UE restent encore loin de leurs records de 2007 (plus de 290 000 téc hors préparations cuites). Ceux-ci semblent désormais hors d'atteinte après le durcissement des conditions de traçabilité imposées par l'Union européenne et l'apparition de tensions durables entre une demande mondiale dynamique et une offre hésitante dans de nombreux bassins de production.

Stabilisation du débouché russe

Depuis 2008, la hausse des prix brésiliens et le déréférencement de nombreux abattoirs par les autorités sanitaires russes avaient fortement contribué à la baisse des expéditions vers la Russie. De 580 000 téc en 2007, elles étaient tombées à 306 000 téc en 2011. La situation s'est stabilisée en 2012, et l'année a même été marquée par la réhabilitation de plusieurs abattoirs brésiliens. Les exportations vers la Russie ont ainsi rebondi de 6%, à 325 000 téc.

Les flux vers l'Iran réorientés à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

L'envoi de marchandises vers de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord a été stimulé par la baisse du prix des exportations brésiliennes et la stabilisation de la situation dans plusieurs pays. Les envois sont principalement composés de muscles congelés issus d'avants, préférentiellement de mâles non castrés, à un prix moyen proche de 4,50 USD/kg.

Certains pays du Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Liban et Jordanie) s'approvisionnent également auprès du Brésil en découpes réfrigérées.

Faisant exception à la règle, l'Iran a réduit ses achats de moitié à 91 000 téc face à la détérioration des relations diplomatiques entre les gouvernements iranien et brésilien. En dehors de cette destination, les expéditions vers le Moyen et Proche-Orient ont dépassé 145 000 téc en 2012, 15% de plus qu'en 2011. Plus du

> > >

Principaux échanges de la zone Atlantique en milliers de téc

Figure 1.11

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012e	2012/11
Exportations								
Brésil	2 103	2 204	1 837	1 616	1 549	1 337	1 497	12%
Argentine	565	539	429	665	315	250	190	-24%
Uruguay	499 *	385 **	376 **	390 **	366**	340**	360**	6%
UE à 27	189	117	167	118	277	356	229	-36%
Inde	631	627	624	565	843	1 229	1 440	17%
Ensemble	3 987	3 872	3 433	3 354	2 984	3 172	3 356	6%
Importations								
Russie	1 033	1 115	1 228	1 053	1 075	1 065	1 070	0%
UE à 27	625	552	390	424	374	318	299	-6%
Egypte	292	293	166	180	260	217	230	6%
Turquie	0	0	0	0	47	111	26	-77%
Algérie	75	74	68	80	72	61	90	50%
Ensemble	2 025	2 034	1 882	1 737	1 828	1 772	1 715	-3%

e = estimations

* jusqu'en 2006 transformation des tonnes en téc avec les coefficients brésiliens : 1,3 pour la viande sans os et 2,5 pour la viande transformée

** À partir de 2007, transformation en téc avec un nouveau coefficient national : 1,5

Source : GEB-Institut de l'Élevage selon diverses sources (ITC, Turkstat, USDA, EUROSTAT, SENASA, MDIC, INAC, GTIS,...)

tiers de ces volumes a été absorbé par l'Arabie Saoudite (48 000 téc, +24%).

En Afrique du Nord, l'impact de la baisse du prix des exportations brésiliennes est frappant. Les envois ont atteint 180 000 téc vers l'Égypte (+44%), 19 000 téc vers la Lybie (x3) et 15 000 téc vers l'Algérie (+62%). Le différentiel de prix existant entre les marchandises envoyées vers l'Égypte (4,00 USD/kg) et l'Algérie (5,30 USD/kg) illustre la grande hétérogénéité des types de découpes et des garanties sanitaires exigées par ces débouchés. Le Maroc et la Tunisie ne figurent pas parmi les clients du Brésil, faute d'accord sanitaire sur la viande bovine crue.

Un boulevard offert au Brésil sur son propre continent

La hausse du prix des exportations brésiliennes à partir de 2008 avait fortement incité les importateurs chiliens et vénézuéliens à se reporter sur les viandes paraguayennes, beaucoup moins onéreuses. Cette tendance s'est cependant inversée à partir de septembre 2011, en raison de l'épidémie de fièvre aphteuse qui éclatait alors au Paraguay. Par précaution sanitaire, les gouvernements sud-américains ont alors fermé leurs frontières aux viandes paraguayennes.

Les exportateurs brésiliens se sont immédiatement engouffrés dans la brèche, d'autant plus facilement

qu'il s'agit souvent de filiales des mêmes maisons mères : déjà en hausse de 73% en 2011, leurs envois vers le Chili et le Venezuela ont à nouveau progressé de 62%, à plus de 235 000 téc.

Explosion des expéditions vers l'Asie

Après un creux en 2010 et 2011 sous l'effet de la hausse des prix et de la baisse des disponibilités, les exportations brésiliennes en direction de l'Asie du Sud-est ont dépassé 175 000 téc en 2012, soit une hausse de 31% sur un an. À 4,30 USD/kg en moyenne, les viandes expédiées vers la région sont essentiellement des chutes de parage et des découpes d'avants congelées de deuxième catégorie. Hong-Kong, qui reste le principal acheteur de bœuf brésilien en Asie (et une importante plate-forme de réexport), en a acquis 137 000 téc. Vers la Chine, les quelques abattoirs brésiliens agréés depuis un peu plus d'un an ont expédié 18 000 téc de viande bovine en 2012, soit cinq fois plus qu'en 2011.

Le Japon, la Corée du Sud, Taiwan, mais aussi l'Indonésie et la Thaïlande restent cependant fermés au bœuf brésilien. Ces destinations particulièrement rémunératrices n'admettent pas le principe de régionalisation pourtant accepté par l'OIE (Office international des Epizooties), qui permettrait de reconnaître certaines régions du Brésil indemnes de fièvre aphteuse.

ARGENTINE : en retrait du marché mondial

En 2012, les éleveurs argentins ont continué à retenir les femelles pour recapitaliser. La production a toutefois légèrement rebondi, mais les volumes supplémentaires ont été intégralement orientés vers le marché intérieur de façon à répondre à une demande encore très dynamique des consommateurs argentins. La hausse des prix de ces dernières années, la forte baisse de la production depuis 2010 et la perte de compétitivité d'une industrie de la transformation en surcapacité limitent la capacité à exporter de l'Argentine.

Vers la reconstitution progressive du cheptel argentin...

La compétition toujours plus forte des cultures (notamment de soja) par rapport aux pâturages avait été encore aggravée par la sécheresse de 2009, ce qui avait provoqué une décapitalisation sans précédent

ARGENTINE EN 2012

Population →	40 millions d'habitants
Cheptel →	49,9 millions de têtes dont 21,1 millions de vaches allaitantes
Production abattue →	11,2 millions de têtes 2,6 millions de téc
Consommation intérieure →	2,4 millions de téc 59,8 kgéc par habitant

avec l'abattage massif de vaches de réformes et de génisses (49 % des abattages totaux en 2009). Le cheptel bovin a atteint un niveau historiquement bas de 48 millions de têtes en mars 2011. Depuis, une certaine recapitalisation se poursuit, sans permettre pour autant de gommer l'épisode précédent. La rétention des femelles a été relativement forte fin 2010 et en 2011 avec une participation aux abattages qui avait chuté à

> > >

37,5%. Le cheptel est ainsi remonté à 49,9 millions de têtes en mars 2012. Sur l'année 2012, nous estimons que la contribution des femelles aux abattages totaux s'est située aux alentours de 40 %, valeur toujours inférieure de 3% à la proportion habituelle quand le cheptel est stabilisé, ce qui témoignerait de la poursuite de la reconstitution du cheptel, bien qu'à un rythme moins soutenu.

...qui permet de relancer la production

La progression du cheptel a permis l'amélioration des disponibilités en 2012. Nous estimons que 11,3 millions de têtes ont été abattues, en augmentation de 4% par rapport à 2011. Ce niveau d'abattage reste cependant exceptionnellement bas si on le compare aux niveaux historiques. Etant donné le léger recul du poids moyen des carcasses (-1%), la production n'a progressé que de 3,7 % en volume à 2,57 millions de tonnes équivalent carcasse. Les abattages de bœufs âgés de plus de 3 ans ont en effet chuté de près de 5% et ont laissé la place à l'abattage d'animaux plus légers type bouvillons qui correspondent mieux au marché intérieur et qui ont permis de décharger les pâturages pendant la courte sécheresse de début d'année. En outre, il semble qu'il s'agisse d'un phénomène de fond avec la préoccupation d'accélérer les cycles de production, donc le retour sur investissement, même si la finition des animaux plus jeunes nécessite l'utilisation de grains et est donc plus coûteuse. En 2013, on devrait néanmoins assister à une progression des mises en marché d'animaux de réforme mais aussi de davantage de bœufs âgés après plus de deux ans de recapitalisation.

Malgré de fortes inondations au premier semestre 2012, les conditions climatiques ont été favorables à la production et permettent même d'avoir de fortes disponibilités fourragères au dernier semestre, laissant présager un bon début d'année 2013.

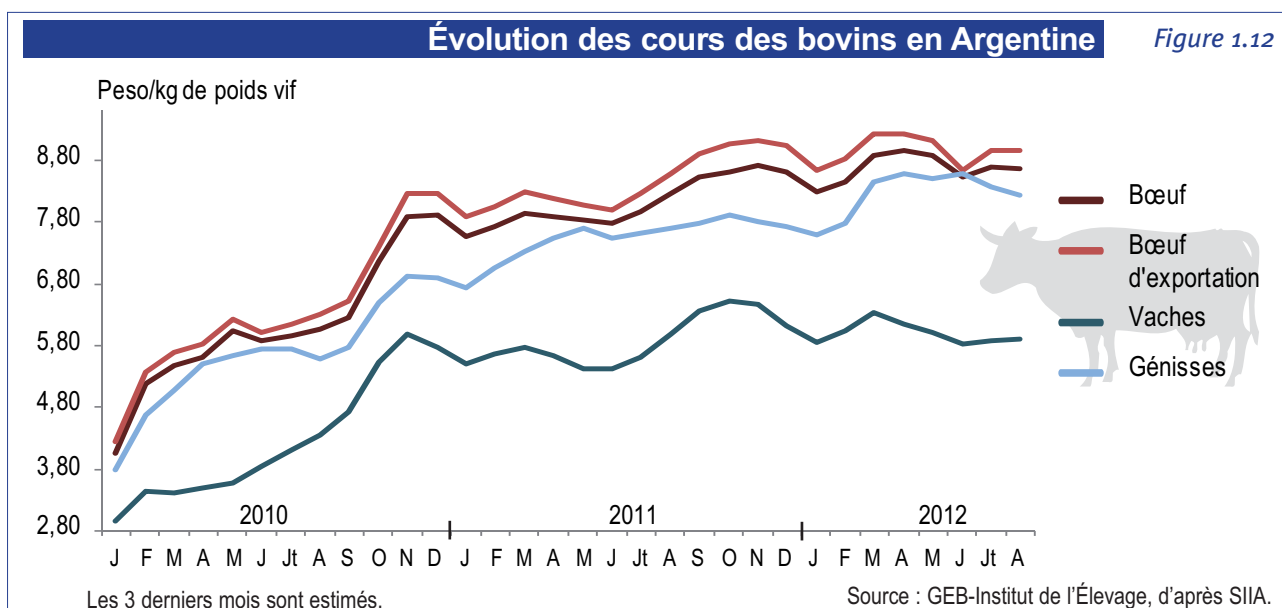
Les prix se stabilisent

Les cours bovins ont encore faiblement progressé par rapport à l'année 2011. La demande reste forte et malgré le rebond de la production, les disponibilités restent à des niveaux historiquement bas d'où le maintien des cours à des niveaux record. Le prix du bouvillon atteint 8,7 peso par kg vif en octobre 2012, soit une augmentation de 2,4% par rapport au second semestre 2011 mais de 54% par rapport à 2010 et de 156% par rapport à 2009 ! Du fait de la hausse des disponibilités, le cours des catégories plus légères s'est stabilisé.

Contraction des exportations sur les marchés les plus rentables

En 2012, les exportations ont encore connu une chute vertigineuse par rapport à 2011, pourtant déjà une mauvaise année. Nous estimons que les exportations de viandes fraîches et transformées ont dégringolé de 26% en volume depuis 2011 et de près 70% par rapport à 2009, tombant à 190 000 téc. Du fait de l'augmentation des prix et de l'appréciation du peso argentin, le secteur de l'exportation a fortement perdu en compétitivité. Le marché intérieur se révèle plus rentable que l'export, toujours limité par de fortes taxes imposées par le gouvernement argentin et condi-

> > >



tionné à la mise sur le marché intérieur de viande à bas prix. On assiste par conséquent à une véritable contraction des envois sur les marchés les plus rentables.

La conjugaison des mesures de restriction aux exportations prises par le gouvernement argentin et de la baisse du nombre de têtes abattues depuis 2009 a fortement pesé sur les entreprises d'abattage-découpe qui traversent depuis lors une véritable crise. On estime que 126 entreprises ont arrêté leur activité et que celles qui restent tournent encore à sous-régime dans l'attente de la reconstitution du cheptel. Pour preuve, le géant américain Cargill a cédé pour une valeur symbolique ses deux sites de production à des entreprises nationales, se retirant complètement du marché argentin. Le n°1 mondial, JBS, n'a gardé en fonctionnement que le site de Rosario sur les six sites qu'il possède dans le pays.

Dans ce contexte, les exportations de viandes fraîches à destination de l'UE ont accusé une forte baisse. À 48 000 téc, elles ont chuté de près de 43 % par rapport à 2011. Ce recul est d'abord imputable à la baisse des achats de viande fraîche hors quota Hilton par l'Allemagne, principal pays européen importateur de viandes argentines. Mais, même les expéditions à droits réduits dans le cadre du contingent Hilton ne représentent que 72% des volumes autorisés, pour 21 000 tonnes de produit en 2012. C'est la quatrième année consécutive que l'Argentine n'utilise pas la totalité de ses droits sur ce marché pourtant très rémunérateur.

Les exportations de viandes vers les autres marchés traditionnels de l'Argentine ont elles aussi accusé une forte baisse. Les deux autres principaux importateurs de viande réfrigérée, que sont Israël et la Russie, ont vu décroître leurs achats de 20% et 32% respectivement. Le Venezuela n'a importé plus que 3 800 téc de viande fraîche, soit 59% de moins qu'en 2011 et 80% de moins qu'en 2010.

Seul le Chili, qui a dû diversifier ses approvisionnements suite aux épisodes de fièvre aphteuse au Paraguay fin 2011 et début 2012, a contribué de façon positive aux exportations de viande fraîche. On estime les envois vers le Chili à 46 000 téc, soit 36% de plus qu'en 2011 avec un prix moyen en hausse de 6%. Le retour du Paraguay sur le marché devrait entraîner un ralentissement des exportations en 2013.

Enfin, les exportations de viandes transformées ont connu un recul de plus de 55% par rapport à 2011. Ce repli est principalement dû à l'arrêt quasi-total des exportations vers les États-Unis, de 23 000 téc à 1 100 téc. Cette chute s'explique par la suspension en octobre 2011 de l'agrément à l'exportation du site de Rosario de JBS, la principale entreprise de commercialisation de viande préparée vers les États-Unis, en raison de problèmes techniques et sanitaires. À cette suspension, s'ajoute la fermeture de six des huit compagnies agréées à l'exportation de tels produits en raison de leur perte de compétitivité face aux produits brésiliens. Malgré la baisse des droits à l'exportation de 15% à 5% en avril 2012, ce marché s'est fortement affaibli et reste extrêmement limité. Le travail conjoint des services sanitaires argentins et américains a permis la réadmission du site de Rosario sur la liste des compagnies agréées à l'export vers les États-Unis à partir de mi-octobre 2012, laissant présager une amélioration en 2013.

Au total, nous estimons que les exportations argentines de viande bovine s'élèvent à 190 000 téc en 2012, en recul de 26% par rapport à 2011. L'Argentine est ainsi tombée du 5ème rang des exportateurs mondiaux de viande bovine en 2009 à la 10ème place en 2012.

Réorientation de la production vers le marché intérieur

La consommation apparente de viande bovine en 2012 est de 59,8 kg équivalent carcasse par habitant, ce qui correspond à une hausse de la consommation de 7% par rapport à 2011, même si elle reste encore éloignée des 69 kgéc par habitant de 2009. La baisse de la consommation en viande bovine de ces trois dernières années semble donc enrayée grâce à l'orientation vers le marché intérieur de l'essentiel de l'augmentation de la production.

Bien que le mode de consommation argentin soit en pleine mutation, la consommation de viande rouge dispose encore d'un fort potentiel d'augmentation. D'autre part, fin 2012, le gouvernement donne des signes forts aux entreprises de découpe-abattage : la baisse des restrictions à l'exportation et une répartition plus prévisible des quotas Hilton devrait permettre aux exportations de s'améliorer. D'autant plus que l'Argentine essaie de s'ouvrir de nouveaux marchés.

En août dernier, le gouvernement a porté une récla-

mation à l'OMC contre les États-Unis qui interdisent l'importation sur leur territoire de viande fraîche et congelée argentine depuis l'épisode de fièvre aphteuse de 2001. Or, depuis 2007, l'Argentine est déclarée exempte de fièvre aphteuse avec vaccination par l'OIE. De plus, l'Argentine souhaite aussi se position-

ner sur le contingent européen à droits nuls dédié aux viandes issues de *feedlots* (contingent dit « panel hormones »). Encore faudra-t-il que l'industrie, mise à mal ces dernières années, puisse répondre à ces appels !

L'URUGUAY se positionne sur le marché asiatique

Moins impacté que ses voisins par les événements climatiques de 2008-2009 et par la concurrence des cultures annuelles, l'Uruguay a rapidement relancé sa production et du même coup ses exportations. Ce petit pays consacre moins de 30% de sa production à la consommation intérieure : il se situe ainsi parmi les dix premiers exportateurs mondiaux. En dehors de ses capacités de production, c'est surtout son statut sanitaire et son système de traçabilité qui lui permettent de prétendre exporter vers des pays exigeants tels que les États-Unis, le Canada ou encore la Corée du Sud.

Un troupeau encore en reconstruction

La décapitalisation qui a suivi la sécheresse de 2008/2009 semble aujourd'hui être en passe d'être oubliée. Le recensement de juin 2012 montre en effet une augmentation du nombre de vaches à plus de quatre millions de têtes, ramenant le cheptel de reproductrices à un niveau comparable à celui de 2008. Avec peu de mortalité et de bons résultats de reproduction permis par une situation climatique et fourragère favorable, le cheptel global progresse de 1,5% par rapport à 2011.

Une production à la hausse

2012 a connu un bond de 6% dans la production de viande, à 515 000 téc, grâce à de bonnes disponibilités et à un alourdissement des animaux. Les données nationales d'abattage font ainsi état d'une augmentation de 4% du nombre de têtes abattues et de 2% du poids à l'abattage des animaux. En 2013, les disponibilités de bœufs de plus de trois ans devraient reculer, dernière conséquence des effets conjugués de la sécheresse de 2008 et d'exportations massives de bovins jeunes vivants en 2011. On devrait cependant assister à une récupération de la production par l'amélioration des disponibilités de tous les autres types d'animaux, d'autant plus forte que les exportations d'animaux

L'URUGUAY EN 2012

Population →	3,3 millions d'habitants
Cheptel →	11,3 millions de têtes dont 4,05 millions de vaches allaitantes
Production abattue →	2,1 millions de têtes 516 000 téc
Consommation intérieure →	149 000 téc 43 kgéc par habitant

vivants vers la Turquie ont été divisées par 3 en 2012 (45 000 têtes contre 126 000 en 2011).

Une stratégie de consolidation des marchés existants...

Alors qu'en 2011, l'Uruguay baissait ses exportations avec des prix en hausse, on a assisté à un retournement de tendance en 2012. Les expéditions ont fortement progressé du fait de l'augmentation de la production et le prix moyen a reculé de 3%, de 4,0 à 3,8 USD/kgéc. Selon nos estimations, l'Uruguay aurait exporté plus de 367 000 téc de viande en 2012, soit une augmentation de plus de 8% par rapport à 2011 pour une amélioration en valeur limitée à 5%.

Bien que la Russie demeure le principal importateur de viande uruguayenne avec près de 27% des achats totaux, elle n'a absorbé en 2012 que 100 000 téc de bœuf uruguayen, soit une baisse de 13% par rapport à 2011. En effet, la Russie n'a pas fermé ses frontières aux importations de viande provenant du Paraguay. Celui-ci, touché par la fièvre aphteuse, a commercialisé des volumes importants de viande à bas prix, en compétition directe avec l'Uruguay sur ce marché. De plus, l'Uruguay a privilégié d'autres destinations plus avantageuses pour ses expéditions d'avants et de chutes de parages congelés, États-Unis et Canada notamment.

> > >

L'Uruguay, de par sa situation sanitaire, est le seul pays d'Amérique du Sud à pouvoir fournir de la viande fraîche aux États-Unis. Face à la baisse de production états-unienne, les exportateurs se sont orientés préférentiellement sur ce marché plus rémunérateur que le marché russe, à 3,30 USD/kgéc (+2% par rapport à 2011) contre 2,60 USD/kgéc (-7%). Une augmentation de 22% des achats états-uniens a ainsi fait passer les volumes envoyés au-dessus des 45 000 tonnes. Les envois vers le Canada ont suivi la même tendance avec une progression de 51% des envois à plus de 17 000 téc.

L'UE a maintenu ses achats et reste le second importateur en volume de viandes uruguayennes, avec plus de 60 000 téc en 2012. Malgré une baisse de 8% du prix de la viande importée, passant de 6,50 USD/kgéc à 6,00 USD/kgéc, l'UE reste un marché très rémunérateur pour l'Uruguay, notamment au travers des contingents à tarifs préférentiels comme le Hilton, et garde sa place de premier importateur en valeur. De plus, l'Uruguay a été accrédité pour participer au contingent réservé aux viandes de qualité d'animaux de moins de 30 mois élevés sans hormone en *feedlot*. Les premiers envois ont été réalisés cette année mais concernent un volume limité.

Les exportations vers le Chili ont progressé de 56% à 28 000 téc. Comme le Brésil, l'Uruguay a profité de la fermeture des frontières aux viandes paraguayennes

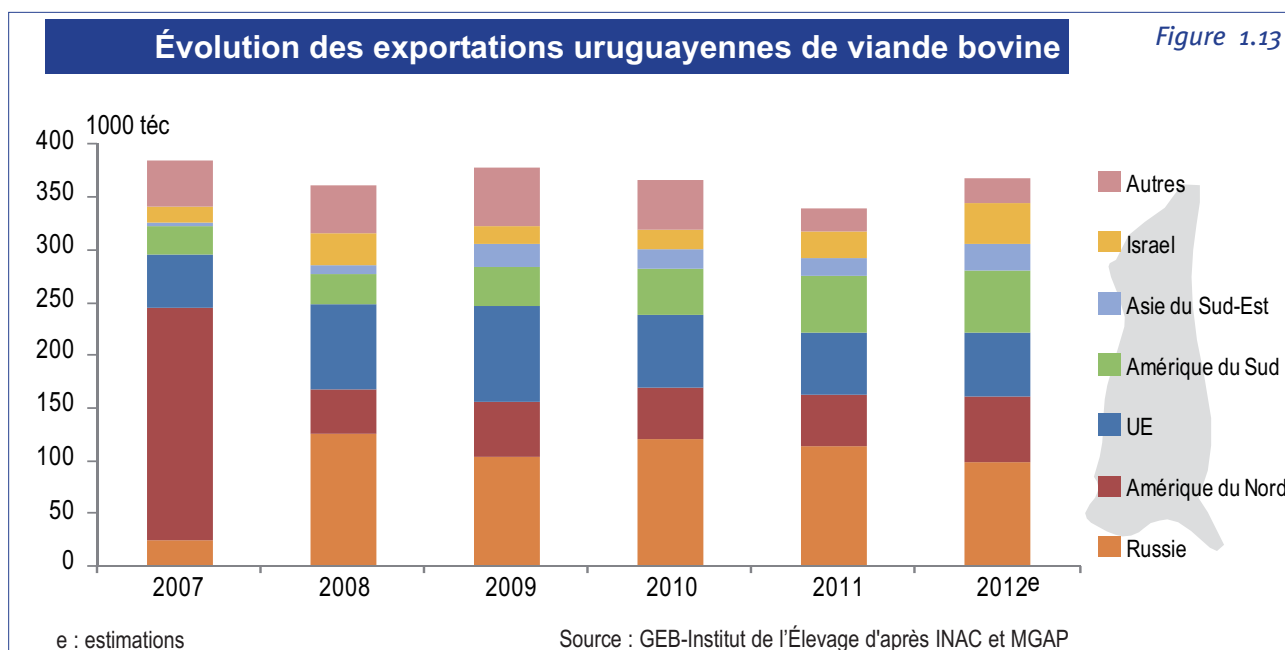
pour cause de fièvre aphteuse fin 2011. Avec le retour probable de la concurrence paraguayenne en 2013, ces envois devraient se réduire.

Les exportations vers Israël ont augmenté de 60%. L'Uruguay joue là des ses avantages comparatifs vis-à-vis du Brésil (prix, traçabilité du bétail..) mais a surtout bénéficié du recul des exportations argentines. Malgré quelques difficultés commerciales en début d'année 2012, les exportations vers la Chine ont augmenté de près de 60% en volume, à 25 000 téc. Les missions uruguayennes pour développer ce marché sont nombreuses et la Chine semble devenir un acheteur régulier de viandes et d'abats.

... et d'ouverture de marchés

L'Uruguay mène en parallèle une politique forte de diversification des débouchés. Après un long processus qui a commencé en 2005, la possibilité d'exporter sur le marché sud-coréen devrait être effective en 2013, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités pour la conquête des marchés du Japon et de l'Asie du Sud-Est. Pour preuve, l'Uruguay a décidé d'installer une ambassade au Vietnam pour faciliter son accès aux marchés de la région. Ces dernières réussites sont un soulagement pour l'industrie de découpe-abattage qui souffre d'une forte concurrence avec les entreprises d'export d'animaux vifs.

> > >



L'INDE se place parmi les plus grands exportateurs mondiaux

Forte d'une production qui ne cesse de croître, tirée par le développement du secteur laitier et dans une moindre mesure par l'amélioration des infrastructures d'abattage-transformation et de stockage frigorifique, l'Inde a encore accru ses exportations de viande bovine en 2012 et devient un des plus gros exportateurs mondiaux. Si les consommateurs indiens restent peu friands de bœuf et que de nombreux importateurs interdisent la viande indienne pour raisons sanitaires, les pays émergents sont de plus en plus demandeurs de ces découpes de bufflons au prix imbattable.

Croissance continue du cheptel sous l'influence du dynamisme laitier

Le cheptel bovin indien, composé de deux tiers de zébus et d'un tiers de buffles, est destiné avant tout à la production laitière et fournit également une force de traction pour les nombreuses petites exploitations du pays.

La population indienne, qui dépasse nettement le milliard de personnes, continue de croître chaque année de plus de 1%. Et si environ un tiers des Indiens vit sous le seuil de pauvreté et que les inégalités sont frappantes, le dynamisme économique du pays permet au niveau de vie moyen de progresser. Par conséquent, la demande pour les produits laitiers progresse vivement et tire le développement de la production et de l'industrie laitière nationale qui bénéficie également d'aides massives du gouvernement.

Pour de nombreux petits producteurs, ni la génétique, ni l'alimentation à base de pâturage grossier et de résidus de culture ne sont des leviers pour augmenter la production et ils n'y parviennent qu'en augmentant le nombre de femelles traitées. Ainsi, le cheptel, aussi bien de vaches que de bufflonnes, ne cesse d'augmenter depuis 2003. Il aurait atteint 324 millions de têtes en 2012, 3 millions de plus qu'en 2011 (+1%).

Le bœuf est en marge du régime alimentaire indien

Si la soif de lait est bien réelle, la demande nationale de viande bovine est limitée par les interdits religieux hindouistes concernant l'ensemble des zébus. Par ailleurs, quelques 40% des Indiens sont végétariens et une partie de la population, de confession musulmane,

L'INDE EN 2012

Population →	1,205 milliard d'habitants
Cheptel →	324 millions de têtes (1/3 de buffles et 2/3 de zébus à orientation laitière)
Production abattue →	36 millions de têtes 3,6 millions de tég
Consommation intérieure →	1,96 million de tég 1,6 kgéc par habitant

ne consomme pas de porc. Ceux qui consomment de la viande se tournent avant tout vers la volaille, le mouton et le poisson. La consommation bœuf n'atteint même pas 2 kgéc par habitant et par an. Ainsi, fait symptomatique, Mac Donald's envisage d'ouvrir en Inde ses premiers restaurants totalement végétariens emboitant le pas à Subway, autre grande chaîne internationale de fast-food.

De plus en plus de viande bovine produite

En raison des interdits hindouistes inscrits dans la loi de la plupart des États indiens, la production de viande bovine indienne provient essentiellement des bufflonnes improductives et des jeunes buffles. La plus grande partie des bovins du pays échappe donc à la filière viande. Par ailleurs, le niveau d'engraissement des animaux est très limité et les poids carcasses particulièrement faibles d'autant qu'une partie des mâles sont abattus très jeunes. Ainsi, bien qu'elle détienne, et de loin, le cheptel le plus important du monde (plus d'1,5 fois le cheptel brésilien), l'Inde n'est que le 4^{ème} pays producteur de viande bovine, loin derrière les États-Unis, le Brésil et l'Union européenne.

Il n'existe pas de donnée officielle nationale fiable sur la production mais, selon les estimations de l'USDA, la production indienne atteindrait 3,6 millions de tonnes équivalent carcasse en 2012, 12% de plus qu'en 2011 et 28% de plus qu'en 2010.

Cette forte progression de la production découle non seulement de l'augmentation continue du cheptel mais également de la valorisation dans la filière viande d'un nombre accru de mâles qui étaient jusqu'alors négligés.

> > >

Conscient de l'existence d'un marché, notamment à l'exportation, et alerté sur le taux de mortalité des veaux allant de 42% à 88% selon les régions du pays, le gouvernement a lancé en juillet 2010, pour une durée de deux ans, un programme de « sauvetage et élevage des veaux buffles mâles » doté de 18 millions d'euros. Au moyen de subventions accordées aux personnes ou organisations qui s'engagent à élever des veaux (buffles) jusqu'à ce qu'ils soient commercialisables pour la filière viande (12 mois), il visait à augmenter l'approvisionnement en viande, cuir et abats tout en développant les revenus en zone rurale. Ce type d'initiative ainsi que le développement des abattoirs dans les zones d'élevage de buffles a permis à la filière de capter des volumes supplémentaires, notamment destinés à l'exportation.

Le potentiel de production encore inexploité est immense mais les vaches indiennes restent sacrées ! Lors de la préparation du 12^{ème} plan quinquennal indien début 2012, la suggestion d'un groupe de travail de lever l'embargo existant sur l'exportation de viande de zébu a provoqué une levée de bouclier de différentes associations religieuses et de défense des animaux.

Deux circuits bien distincts

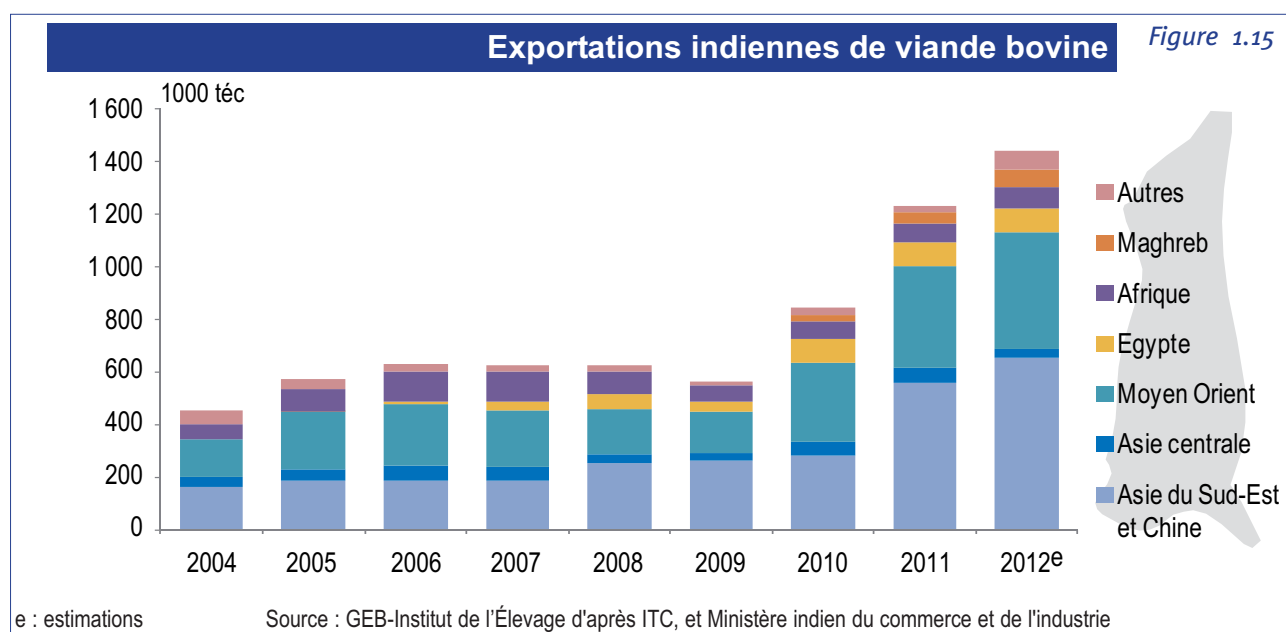
La viande approvisionnant le marché domestique et la viande exportée suivent deux circuits totalement distincts. Les viandes destinées au marché national sont issues de quelques 4 000 abattoirs municipaux. Elles ne bénéficient que rarement d'infrastructures de stockage réfrigérées et sont donc en général consom-

mées localement. Au contraire, les viandes destinées à l'exportation sont issues d'abattage et découpe-transformation dans les 70 établissements agréés par l'autorité de développement des exportations de produits agricoles et agroalimentaire (APEDA) dépendant du gouvernement indien. Elles sont transportées dans des containers réfrigérés depuis ces établissements jusqu'à des installations de stockage frigorifiques proches des ports à partir desquels elles sont expédiées par bateau. Pour renforcer la filière, le gouvernement soutient financièrement le développement de capacités de stockage frigorifique. Des infrastructures d'une capacité totale de 30 000 tonnes ont été réalisées entre 2007 et 2011 et de 6 000 tonnes supplémentaires en 2012.

La viande indienne renforce ses positions sur les marchés émergents

Peu appréciée par la population nationale, la viande de buffle indienne est au contraire très demandée sur le marché mondial. Son caractère maigre et sa teneur élevée en fer, mis en avant par les exportateurs, font écho aux préoccupations santé d'une partie des consommateurs et la certification halal lui assure les faveurs des clients musulmans. Mais la principale force de la viande indienne est son prix, bien inférieur à celui des autres viandes bovines disponibles sur le marché mondial. Le prix des viandes indiennes exportées, constituées à 99% de pièces désossées congelées, a certes augmenté, de quelques 15% entre 2009 et 2010 puis de 7% entre 2010 et 2011, dans le sillage des viandes bovines des autres principaux exportateurs. Mais selon les données indiennes, malgré une nouvelle

> > >



hausse en 2012, la viande ne s'est pas exportée à plus de 2,17 USD/kgéc en moyenne sur les trois premiers trimestres.

Ainsi, avec des disponibilités en hausse et des prix toujours très attractifs, l'Inde a encore considérablement augmenté ses exportations en 2012. Déjà passées au dessus du million de téc en 2011, elles devraient atteindre 1,44 million de téc en 2012 (+17%) plaçant le pays au rang de deuxième exportateur mondial juste derrière le Brésil et devant l'Australie. La viande indienne est expédiée vers quelques 60 pays et continue à accroître ses positions en Asie du Sud-est, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie centrale.

Le principal marché de la viande indienne reste l'Asie du Sud-est. Quelques 380 000 téc (+17%) auraient été envoyées au Viet Nam, le premier client de l'Inde, à un prix moyen de 2,04 USD/kgéc. Les envois augmenteraient aussi vers la Malaisie, à 150 000 téc (+15%), et la Thaïlande, à 57 000 téc (+90%), et se maintiendraient autour de 61 000 téc vers les Philippines.

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sont également des clients majeurs de la viande certifiée halal. Nous estimons que les exportations s'élèvent à 90 000 téc vers la Jordanie (+16%), 68 000 téc vers l'Algérie qui a ouvert son marché aux viandes indiennes en 2010 (+55%), 106 000 téc vers l'Arabie saoudite (+30%) et 90 000 téc vers l'Égypte (+2%). Des volumes significatifs ont également pris le chemin de l'Iran, des Émirats arabes unis, de l'Iraq, du Koweït, de la Syrie, d'Oman, du Qatar et du Liban.

Par ailleurs, l'Inde semble avoir vivement augmenté ses envois vers la Chine et on trouve toujours plus de viandes indiennes dans plusieurs pays d'Afrique (Congo, Gabon, Ghana, Sénégal, Côte d'Ivoire...) et d'Asie centrale (Azerbaïdjan, Pakistan, Tadjikistan...). La viande indienne reste en revanche interdite sur les marchés les plus rémunérateurs, en raison d'une maîtrise sanitaire jugée insuffisante. La fièvre aphteuse en particulier paraît loin d'être contrôlée malgré les efforts du gouvernement pour promouvoir la vaccination et améliorer le dépistage.



2

Marché Pacifique

Tout comme en 2011, les événements climatiques ont joué un rôle clef sur le marché pacifique.

La sécheresse qui a frappé les États-Unis pour la deuxième année consécutive a pénalisé l'engraissement et après des années de décapitalisation, la hausse des poids des carcasses et des importations en vif n'ont pas suffi à maintenir le niveau de production. Au Canada, c'est le bas niveau du cheptel, un regain d'export en vif et l'amorce d'une recapitalisation portée par d'excellentes conditions fourragères qui ont handicapé la production. Faute de disponibilités, ces deux pays ont réduit leurs exportations et perdu du terrain par rapport aux leaders mondiaux, d'autant que les prix y sont restés élevés. Au contraire, ils ont eu davantage recours aux importations s'imposant toujours plus comme des importateurs majeurs.

À l'inverse, les bonnes conditions météorologiques en Océanie ont permis à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande de conforter leur production et leur position sur le marché mondial. La Nouvelle-Zélande a gagné en productivité

grâce aux excellentes conditions fourragères et l'Australie a davantage abattu malgré la recapitalisation en cours, en raison de la chute de ses exportations en vif. L'un comme l'autre ont largement profité de l'accroissement de la demande nord-américaine de minerai à hamburger. Ils ont également accru leurs envois vers l'Union européenne (notamment au travers du contingent « panel hormone ») et maintenu des flux importants vers le Moyen-Orient.

Comme en 2011, la demande asiatique a été vive mais ce n'est ni du côté du Japon ni de celui de la Corée du Sud, dont les productions nationales ont sensiblement augmenté, que la demande à l'importation a été la plus dynamique. Ce sont surtout les pays émergents d'Asie du Sud (Malaisie, Philippines, Vietnam...) et la Chine qui sont à la recherche de volumes croissants pour alimenter leurs consommateurs de plus en plus demandeurs de bœuf. Ils recourent à des fournisseurs aux quatre coins de la planète faisant fi des anciens clivages entre marché Atlantique et marché Pacifique.

> > >

Principales productions* de la zone Pacifique en millions de t c

Figure 2.1

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012e
�tats-Unis	11,98	12,10	12,20	11,80	11,90	11,88	11,61
Australie	2,19	2,17	2,14	2,11	2,13	2,13	2,15
Canada	1,39	1,28	1,27	1,25	1,27	1,15	1,06
Nouvelle Zélande	0,64	0,61	0,63	0,62	0,64	0,60	0,62
Japon	0,50	0,50	0,51	0,52	0,52	0,50	0,51
Ensemble	16,70	16,66	16,75	16,30	16,46	16,26	15,95

e = estimations
* production nette = abattages

Source : GEB-Institut de l'élevage
selon diverses sources (USDA, ABS, MAFF, MWI, StatCan,...)

Principaux échanges de la zone Pacifique en millions de t c

Figure 2.2

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012e	2012/11
Exportations								
Australie	1 420	1 389	1 394	1 356	1 358	1 400	1 400	+0%
�tats-Unis	519	650	906	878	1 043	1 263	1 119	-11%
Nouvelle-Zélande	536	501	538	520	534	507	516	+2%
Canada	452	434	474	460	508	399	333	-17%
Mexique	15	16	14	25	43	68	110	+62%
Ensemble	2 942	2 990	3 326	3 239	3 486	3 637	3 478	-4%
Importations								
�tats-Unis	1 399	1 384	1 151	1 191	1 042	933	1 017	+9%
Japon	709	705	679	725	745	775	775	+0%
Mexique	383	403	408	322	296	265	300	+13%
Corée du Sud	298	307	295	314	325	420	370	-12%
Canada	169	242	212	229	226	260	290	+12%
Vietnam	26	78	175	234	163	449	470	+5%
Ensemble	2 984	3 119	2 920	3 016	2 797	3 102	3 222	+4%

e = estimations

Source : GEB-Institut de l'élevage
selon diverses sources: ITC, KITA, Douanes japonaises, USDA, MLA, NZ Statistics)

ÉTATS-UNIS : baisse des disponibilités

En 2011, le géant américain avait repris ses positions perdues sur le marché mondial suite à la crise ESB de 2004. Mais la réduction de la production nationale et l'appréciation sensible du dollar au premier semestre ne lui ont pas permis de les maintenir en 2012. Le commerce extérieur s'est dégradé, mais le pays devrait rester exportateur net, le solde retombant de 330 000 téc en 2011 à 95 000 téc en 2012. Parallèlement, la consommation par habitant s'est de nouveau érodée en 2012, même si les États-Unis restent parmi les plus grands consommateurs de viande bovine, .

Le cheptel se réduit de nouveau

Les États-Unis, qui disposent du 4ème plus grand cheptel bovin du monde, ont enclenché depuis le milieu des années 90 une décapitalisation jusqu'alors ininterrompue. Le repli du cheptel a été particulièrement important en 2011 et s'est poursuivi en 2012 d'autant que le pays a fait face à la sécheresse la plus dure qu'il ait connue depuis 24 ans. Le cheptel a perdu 2,2 millions de bovins entre juillet 2011 et juillet 2012 à 97,8 millions de têtes, son niveau le plus bas des 25 dernières années. Le nombre de vaches, aux 3/4 allaitantes, s'est replié de 2%, à 39,7 millions de têtes. La stabilisation du nombre de génisses de renouvellement allaitantes pouvait présager un coup de frein dans la réduction du cheptel, mais les conditions très dégradées de pâturage rendent peu probable une recapitalisation à court terme. Fin octobre, 54% des pâturages états-uniens étaient encore jugés pauvres ou très pauvres contre 40% en 2011 et 31% en moyenne sur 2000-2010.

Hausse des importations de bovins vivants

Pour compléter leur production nationale, les États-Unis importent annuellement plus de 2 millions de bovins vivants en provenance de leurs deux voisins. Les achats de bovins mexicains, essentiellement des animaux légers, ont progressé de plus de 30% d'un an sur l'autre au premier semestre 2012. Les éleveurs du nord du Mexique, particulièrement affectés par la sécheresse et confrontés au coût élevé des céréales, ont en effet cherché à se débarrasser de leurs animaux et à profiter des meilleurs prix proposés par les feedlots états-uniens. Les animaux ont été impor-

LES ÉTATS-UNIS EN 2012

Population →	314,2 millions d'habitants
Cheptel →	97,8 millions de têtes au 1er juillet 30,5 millions de vaches allaitantes au 1er juillet
Production abattue →	11,6 millions de téc
Consommation intérieure →	11,5 millions de téc 36,6 kgéc par habitant

tés de plus en plus légers et le flux semble se tarir depuis août, les disponibilités mexicaines ayant visiblement été entamées par deux années successives de liquidation du cheptel. Les importations de bovins canadiens, plus lourds, ont également progressé par rapport au faible niveau de 2011. Les importations d'animaux maigres à destination des *feedlots* ont rebondi après leur forte contraction de 2011 de même que celles d'animaux de réforme mais les achats de bœufs et génisses prêts à abattre ont eu du mal à se maintenir faute de disponibilité. Sur l'année, l'ensemble des importations états-uniennes de bovins vivants devrait atteindre 2,27 millions de têtes, 8% de plus qu'en 2011.

Baisse de la production en 2012 qui devrait s'accroître en 2013

L'érosion du cheptel, alors que les importations de bovins vivants n'augmentent pas en proportion, a conduit à une diminution progressive des effectifs abattus aux États-Unis. Cela a longtemps été compensé par une progression continue des poids carcasse, les bœufs et les génisses s'étant alourdis respectivement de 33 kg et 37 kg de carcasse en moyenne sur les 10 dernières années. Mais cela n'a pas suffi en 2012.

Une baisse encore plus nette est attendue en 2013. Si la sécheresse a maintenu la liquidation du cheptel, elle aura été finalement moins marquée qu'en 2011 pour les vaches allaitantes. Sur les 9 premiers mois de l'année, les abattages de vaches laitières étaient en hausse de 7% par rapport à 2011 mais ceux de vaches allaitantes en repli de 12%. Les réformes allaitantes restent toutefois intenses puisqu'elles ont été supérieures de 4% à la moyenne 2005-2010 alors

> > >

que le cheptel est aujourd'hui nettement plus bas qu'alors.

Les sorties de bœufs ont reculé de 2%, handicapées par la baisse des naissances

L'ensemble des abattages de gros bovins devrait donc diminuer de 3% en effectif sur l'année pour tomber à 33 millions de têtes. Un nouvel alourdissement des carcasses devrait cependant ramener la baisse de production à 2% en volume (11,61 millions de tonnes).

Avec des mises en engraissement en net recul fin 2011, des naissances de veaux à leur plus bas niveau depuis 1997 et des disponibilités de bovins limitées chez les voisins mexicain et canadien, la production états-unienne est attendue en nette baisse (-4%) en 2013, à 11,12 millions de têtes selon l'USDA.

Les prix à la production plafonnent

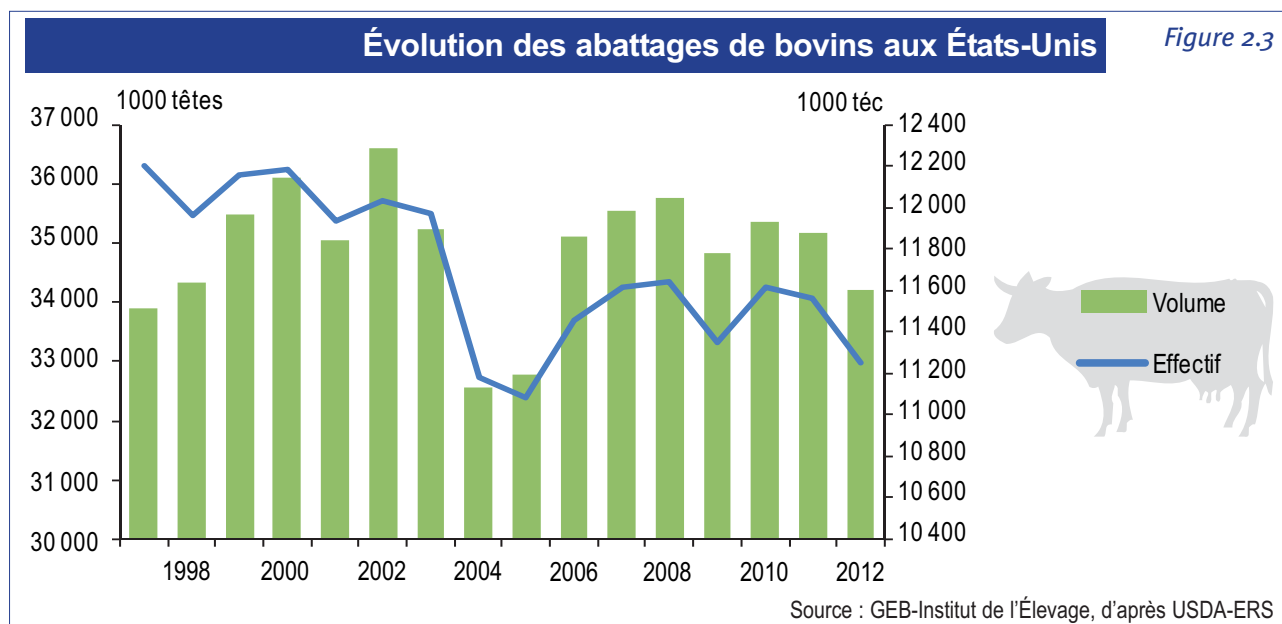
Après une vive progression en 2011, de plus de 20% par rapport à 2010, les prix moyens des gros bovins à la production ont encore augmenté de quelques 9% en 2012, selon les estimations USDA. Le manque de disponibilités a contribué à tirer les prix mais l'écart avec les cours de 2011 s'est progressivement réduit. Ainsi, le prix du bœuf « choice », à 2,76 USD/kg vif, dépassait encore de 14% son niveau 2011 au premier trimestre. Retombé à 2,64 USD/kg vif au troisième trimestre, il n'était plus que 5% au-dessus de l'été 2011

De même, les prix des bovins maigres ont continué de progresser début 2012 et affichaient une hausse de 20% d'un an sur l'autre au premier semestre. Mais ils ont ensuite reflué avec la hausse des cours de l'aliment du bétail (induisant des marges négatives chez les engraisseurs depuis avril) et l'anticipation des sorties face à la piètre qualité des pâturages dans les zones de naissance. Le cours moyen des bovins maigres d'Oklahoma City est ainsi retombé de 3,37 USD/kg au premier trimestre à 3,07 USD/kg au troisième trimestre, toujours légèrement supérieur au cours de 2011.

Les importations repassent au-dessus du million de têtes

Alors qu'elles se repliaient tendanciellement depuis le pic de 2004, les importations états-unienues ont vivement progressé au premier semestre 2012 (+20% par rapport à 2011) : d'un côté, le recul sensible de la production a laissé davantage de place aux viandes étrangères, de l'autre, l'appréciation du dollar les a rendues plus compétitives. Même si elles ont sensiblement ralenti au second semestre, les importations devraient repasser la barre du million de têtes, progressant de 8% par rapport à l'an passé. La hausse concerne en particulier le minéral congelé qui alimente la filière transformation, notamment pour la production de haché, et qui représente près de 60% des achats totaux. C'est surtout d'Océanie que proviennent les volumes de viande supplémentaires avec des hausses qui devraient atteindre respectivement 35% et 6% en provenance

> > >



d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Ces deux pays ont fourni 80% des importations de désossé congelé à des prix en très légère hausse par rapport à 2011 (sur les 3 premiers trimestres) : 3,25 USD/kgéc pour l'Australie (+1%) et 3,38 pour la Nouvelle-Zélande (+4%). Les envois ont également progressé en provenance du Mexique où de plus en plus d'entreprises sont agréées pour l'exportation sur le sol états-unien. Néanmoins, la hausse globale des importations aura été limitée par la baisse des envois en provenance du Canada (-13%), qui a cédé à l'Australie la place de premier fournisseur des États-Unis.

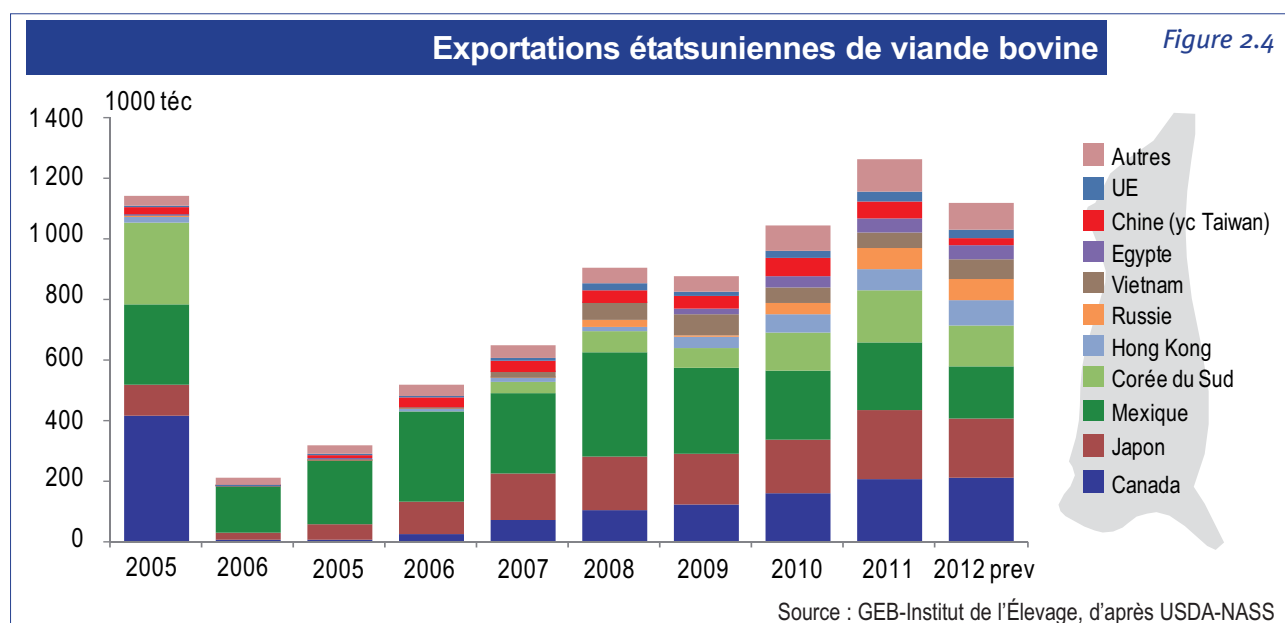
Recul de 11% des exportations

La découverte d'un cas d'ESB en 2004 avait profondément affecté la production de viande bovine états-unienne et surtout son accès aux marchés d'exportation. Il aura fallu presque 7 ans pour retrouver un niveau d'exportation comparable à celui qui avait cours avant la crise et notamment reprendre ses positions sur les marchés asiatiques. En 2012, faute de disponibilités et handicapées par un dollar fort, les exportations n'ont pu se maintenir au niveau de 2011. Elles devraient terminer en baisse de 11% sur l'année à 1,11 million de téc. Les exportations états-uniennes se font à près de 45% sous forme de pièces désossées congelées, notamment vers les destinations asiatiques et la Russie, et à plus de 40% en désossé réfrigéré, essentiellement vers ses voisins américains mais également vers le Japon. Il s'agit de

découpes, plus nobles et plus chères que les viandes importées : le prix moyen des viandes exportées s'élevait à 4,38 USD/kgéc sur les 3 premiers trimestres 2012 contre 3,69 USD/kgéc pour les viandes importées.

Les envois sont en recul vers trois des quatre principaux clients : ils ne devraient pas excéder 146 000 téc vers le Canada et 128 000 téc vers le Mexique soit respectivement -15% et -22% par rapport à 2011. Forte d'une production nationale en hausse, la Corée du Sud a également réduit ses importations et les envois de bœuf états-uniens, composés principalement de découpes congelées avec et sans os, devraient chuter de 24%, à 103 000 téc. Au contraire, le Japon a globalement maintenu ses achats à hauteur de 162 000 téc, et s'impose de nouveau comme le 1er client pour la viande US absorbant près de 20% des volumes exportés. Les États-Unis y ont envoyé davantage de découpes réfrigérées mieux valorisées (5,41 USD/kgéc). Les expéditions se sont maintenues vers l'Égypte autour de 32 000 téc, constituées principalement de viandes transformées congelées à bas prix (1,58 USD/kgéc). Elles ont en revanche chuté de moitié vers les autres pays du Moyen-Orient. Une demande dynamique a en revanche permis d'accroître les expéditions vers la Russie (70 000 téc, +6%), essentiellement constituées d'avants de vaches désossés congelés vendus en moyenne 3,50 USD/kgéc, et vers le Vietnam (64 000 téc, +16%) où la demande porte sur du minerai congelé à bas prix (2,41 USD/kgéc).

> > >



Malgré l'augmentation à hauteur de 45 000 tonnes, à partir de mi-2012, du contingent à droit nul accordé par l'Union européenne en règlement du panel « hormones » à l'OMC, les États-Unis n'ont pas accru les envois vers ce marché. Au contraire, sur 9 premiers mois de l'année ils sont passés de 23 000 téc en 2011 à moins de 19 000 téc en 2012, limités par les exigences sanitaires de l'UE (garantie de non-utilisation d'anabolisants, traçabilité individuelle, non traitement des carcasses à l'eau de javel ou à l'acide lactique...).

Les exportations d'abats, qui représentent près de 30% des volumes totaux de produits bovins exportés par les États-Unis, ont également chuté de 10% sur 9 mois et leurs prix ont sensiblement baissé à l'automne, venant affecter les résultats des entreprises d'abattage.

CANADA : la page de l'ESB est tournée

Avec un potentiel de production nettement amoindri suites aux conséquences économiques de la crise ESB de 2003 et un dollar canadien toujours fort, le Canada a perdu des positions sur le marché mondial. Après un sursaut en 2011, les exportations de viande ont chuté en 2012 dans le sillage de la production abattue.

La recapitalisation allaitante est engagée...

Depuis la crise ESB de 2003, l'élevage canadien a connu des temps difficiles. Entre 2006 et 2011, la faible rentabilité du naissage a conduit 1/4 des exploitations allaitantes à cesser l'élevage et a amputé le cheptel de 20%. Mais le cycle semble à présent s'inverser puisque, pour la première fois depuis 6 ans, l'effectif de reproductrices s'est stabilisé : de mi-2011 à mi-2012, le nombre de vaches allaitantes s'est maintenu à 4,0 millions de têtes.

Tous les signes montrent qu'une recapitalisation allaitante s'est enclenchée depuis juillet, encouragée par les prix élevés à la production et les bonnes conditions fourragères dans la plupart des régions.

Ainsi, les abattages de vaches ont été très ralentis au second semestre. Alors qu'à l'accoutumée ils augmentent graduellement pour atteindre un pic en novembre, ils sont restés à l'étiage entre juillet et octobre cette année. Les abattoirs canadiens ont enregistré sur cette période un déficit de 65 000 têtes par rapport à 2011 (-38%). Certes, davantage de vaches canadiennes ont

Nouveau recul de consommation

La dégradation du commerce extérieur n'a pas intégralement compensé la baisse de production nationale. Calculée par bilan, la consommation des États-Unis accuse donc un nouveau recul de 1% après une chute de 4% en 2011. La consommation par habitant s'érode de nouveau et s'établit à 36,6 kg équivalent carcasse. Il faut dire que les prix du bœuf au détail ont atteint des records à plus de 10,50 USD/kg en moyenne pour la viande de bœuf fraîche. La demande pour la viande hachée a largement participé à tirer les prix d'autant qu'une controverse autour des LFTB (« lean finely textured beef », ou chutes de découpe maigres) qui entraient fréquemment dans la composition du haché maigre a conduit certains distributeurs et restaurateurs à proposer exclusivement des viandes hachées sans LFTB, forcément plus chères.

LE CANADA EN 2012

Population →	34,3 millions d'habitants
Cheptel →	13,5 millions de têtes au 1er juillet dont 4,0 millions de vaches allaitantes au 1 ^{er} juillet
Production abattue →	2,6 millions de têtes 1,1 million de téc
Consommation intérieure →	1,0 million de téc 29,0 kg par habitant

pris le chemin des abattoirs états-uniens étant donné les prix attractifs pratiqués dans le pays voisin mais les 29 000 têtes supplémentaires envoyées sur cette période n'expliquent pas la moitié de la chute des abattages canadiens.

Par ailleurs, tout indique que les éleveurs conservent davantage de génisses destinées à entrer en production. D'une part l'inventaire de juin montrait une hausse de 3% du nombre de génisses de renouvellement dans les élevages, d'autre part les mises en place de femelles dans les feedlots ont reculé de 27% par rapport à 2011 sur la période de juillet à octobre quand les mises en place de mâles n'ont diminué « que » de 14%.

... encouragée par des cours élevés et de bonnes conditions fourragères

Les prix des animaux finis ont encore augmenté en 2012. Le cours des bouvillons finis en Alberta a enregistré une hausse de 8% par rapport à 2011 sur les 9 premiers mois de l'année à 2,43 CAD/kg vif en moyenne (1,87 €/kg).

> > >

L'amélioration des prix des animaux finis et les bonnes récoltes de grains ont entraîné à la hausse les cours du maigre, en outre stimulés par la demande des *feedlots* états-uniens, en manque de disponibilités. Après une hausse de 22% en 2011, les prix des bouvillons maigres en Alberta ont progressé en moyenne de 14% d'un an sur l'autre sur les 9 premiers mois de 2012, enregistrant des records à plus de 3,00 CAD/kg (2,32 €/kg). Les cours canadiens ont un peu fléchi à l'automne avant de se redresser en fin d'année.

Par ailleurs, la production de plus de 80% des prairies de l'ouest canadien, qui regroupe la grande majorité des vaches allaitantes, était jugée bonne à excellente, assurant de très bonnes conditions de pâturage et des stocks de fourrages abondants. En outre, la récolte d'orge est prévue en hausse de 23% sur la campagne 2012-2013 grâce à une hausse des surfaces cultivées et des rendements record, notamment en Alberta.

Recapitalisation et hausse des exportations de vif ont largement entamé la production

Déjà en repli de 2% au premier semestre, les abattages ont décroché au second sous l'effet de la rétention des femelles et de la fermeture 2 mois durant d'un des deux plus gros abattoirs du pays. En effet, la découverte de viandes contaminées à l'E. Coli ayant causé plusieurs intoxications a conduit le gouvernement à imposer la fermeture de l'abattoir de XL Foods à

Lakeside dans l'Alberta courant septembre jusque début novembre. L'interruption d'activité de cet établissement qui abat environ 40% des bovins canadiens a fait chuter le prix des animaux finis et relancé les exportations de vif vers les USA durant l'automne.

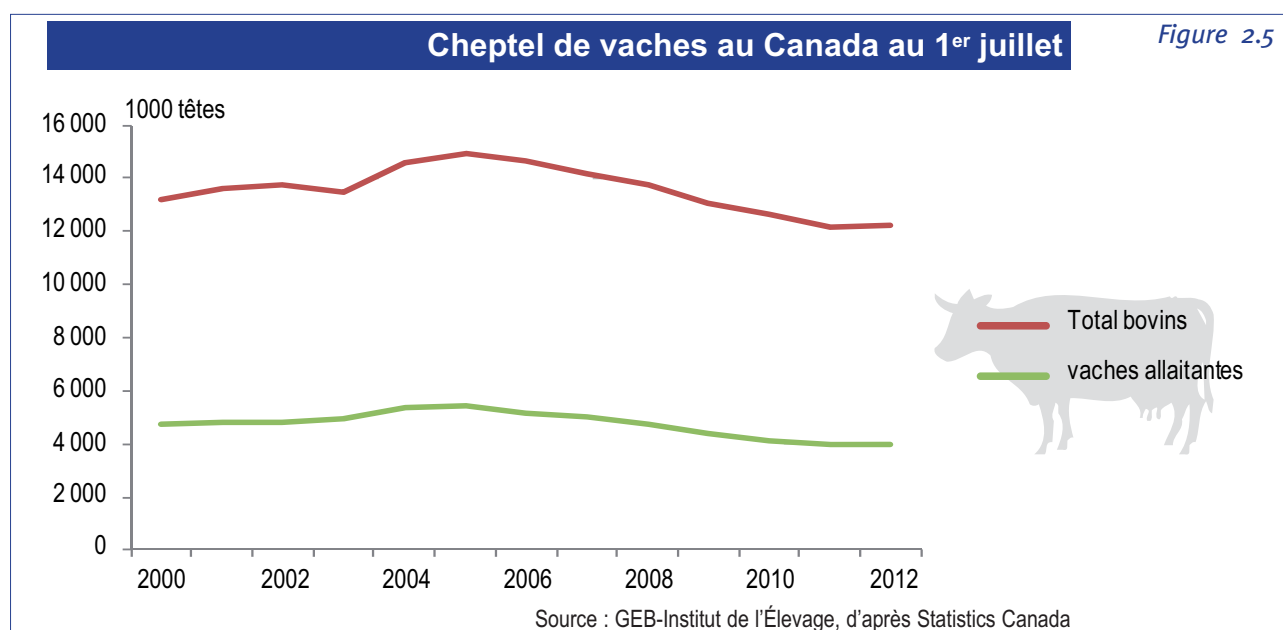
Les exportations de bovins vivants auraient ainsi atteint 765 000 têtes sur l'année, 12% de plus qu'en 2011. Aux envois de maigres, qui avaient retrouvé dès le début d'année des niveaux plus élevés qu'en 2011, se sont ajoutés au second semestre de nombreux envois de bovins finis, notamment de réforme. Près du quart des bovins finis produits au Canada auraient ainsi été exportés vivants aux États-Unis, mais le nombre de bovins ayant passé la frontière reste bien en deçà des niveaux connus avant l'adoption de la réglementation COOL (identification de l'origine des bovins abattus aux États-Unis, condamnée par l'OMC fin 2011).

Les abattages canadiens devraient reculer de 9% en effectif sur l'année à 2,6 millions de têtes. La hausse des poids moyens de carcasse devrait néanmoins limiter le recul de la production abattue à 8% en volume (1,06 million de téc).

Les importations progressent, en particulier sous forme congelée

Dans la lignée de 2011, les importations canadiennes devraient progresser de 12% en 2012 pour atteindre 290 000 téc. Les achats de viande congelée (surtout du mince à hamburger) ont augmenté de plus de 20% et représentent le quart des volumes. Toutefois, au

> > >



contraire des États-Unis, le prix moyen des viandes importées (3,26 USD/kgéc sur les 3 premiers trimestres 2012) est plus élevé que celui des viandes qu'il exportées (4,82 USD/kgéc)

Les États Unis ont fourni les trois quarts des importations canadiennes. Essentiellement composés de viandes réfrigérées et de préparations, leurs envois ont progressé de 6% d'un an sur l'autre. Ceci bien que le prix moyen des muscles réfrigérés états-uniens ait progressé de 11% d'un an sur l'autre, à 5,18 USD/ kgéc sur les 3 premiers trimestres 2012 et celui des préparations de 13% à 4,69 USD/kgéc.

Les volumes en provenance d'Océanie, majoritairement du minerai sous forme congelée, ont également augmenté : le léger reflux des envois néo-zélandais (-2% à 28 200 téc) plus chers qu'en 2011 (+4% à 3,05 USD/ kgéc en moyenne sur les 3 premiers trimestres) a en effet été largement compensé par une hausse de 80% des envois australiens (21 600 téc), plus compétitifs à 2,65 USD/kgéc (-4% par rapport à 2011). Enfin, après un net repli en 2011, les découpes congelées uruguayennes ont retrouvé leur place sur le marché canadien (16 800 téc) à un prix moyen inchangé par rapport à 2011 (2,96 USD/kgéc).

Nouvelle chute des exportations de viande bovine

Faute de disponibilités et toujours handicapé par un dollar canadien fort, le Canada a nettement réduit ses exportations de viande bovine en 2012, d'autant

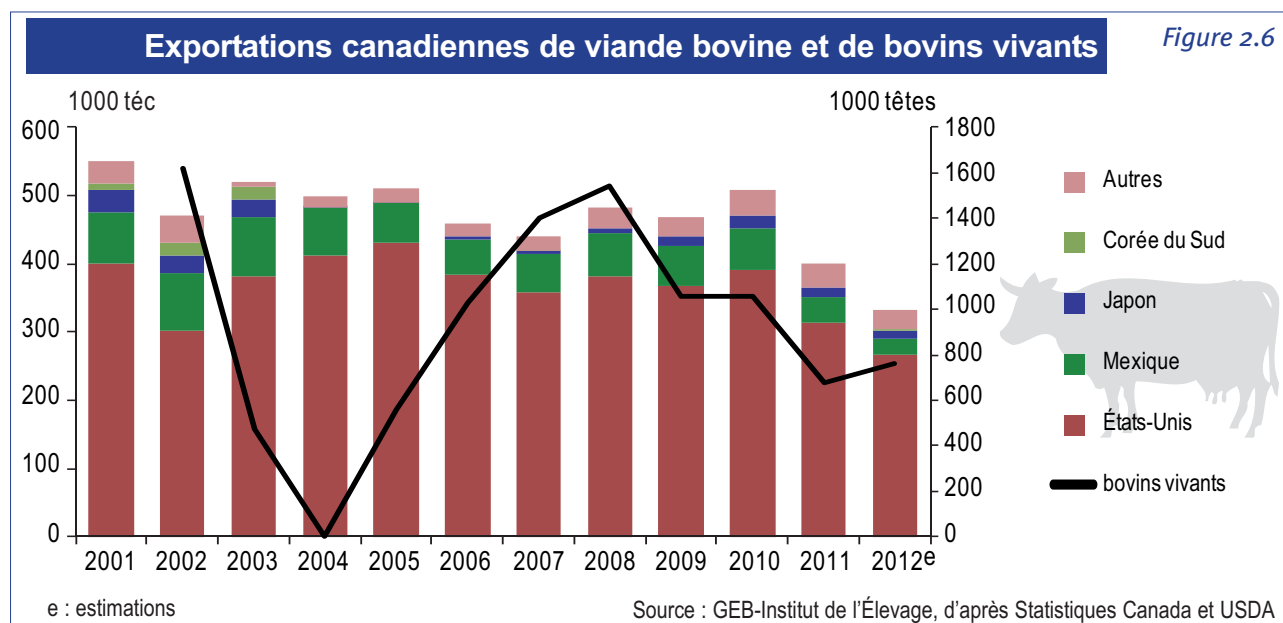
plus qu'elles ont été temporairement restreintes vers les États-Unis pour raison sanitaires. En effet, le blocage pendant plusieurs semaines des importations étasuniennes en provenance de l'usine XL Foods responsable de la contamination à l'E-coli a accéléré le recul à l'automne. Selon nos estimations, seules 333 000 tonnes équivalent carcasse ont quitté le pays, 17% de moins qu'en 2011. Alors que la filière dans son ensemble travaille toujours activement à rouvrir les portes des marchés qui lui ont été fermés suite à l'épisode ESB de 2003, le Canada peine à maintenir sa place parmi les principaux exportateurs mondiaux.

La filière viande bovine canadienne est toujours largement dépendante de son immense voisin. En plus d'attirer des centaines de milliers de bovins vivants canadiens, les États-Unis sont toujours destinataires de 80% de la viande bovine canadienne exportée. Sur l'ensemble de l'année, les expéditions vers les États-Unis devraient tomber à 266 000 téc, 15% de moins qu'en 2011.

Les exportations vers le Mexique, deuxième principal acheteur de viande canadienne, ont chuté de 35% à 25 000 téc et les volumes ont été divisés par deux à destination de la Russie (2 300 téc). Les envois vers le continent asiatique ont également fléchi : -17% vers le Japon (12 400 téc), -18% vers Hong Kong (16 800 téc) et -20% vers les Philippines (1 250 téc).

Certes, après 8 ans d'embargo, la Corée du Sud, dernier client majeur asiatique à avoir maintenu son marché intégralement fermé aux viandes canadiennes,

> > >



a rouvert en janvier 2012. Mais le certificat sanitaire reste limité aux viandes issues d'animaux de moins de 30 mois à partir d'établissements agréés et seules 1 500 têtes y ont été expédiées en 2012. De même, un accord

signé avec la Chine début 2012 a permis aux viandes canadiennes issues d'animaux de moins de 30 mois d'entrer sur ce marché convoité et à la fin novembre, quelques 2 000 têtes y avaient été envoyées.

AUSTRALIE : les demandes américaine et sud-asiatique soutiennent les exportations

Comme depuis deux ans, les conditions climatiques humides ont été particulièrement favorables à la pousse de l'herbe sur le territoire australien en 2012. L'abondance des ressources fourragères et les prix du bétail, relativement élevés pendant la première moitié de l'année, ont encouragé les éleveurs à poursuivre la reconstruction de leur cheptel amorcée deux ans plus tôt. Les premiers résultats du recensement de juin 2012 indiquent ainsi une hausse des effectifs bovins de 3,8% par rapport à 2011. À 29,6 millions de têtes, ce cheptel constitué à plus de 90% par des bovins allaitants n'avait jamais été aussi important depuis 1977.

Le marché du vif à nouveau en chute libre

En 2012, les exportations de bovins vivants australiens ont une nouvelle fois été freinées par les restrictions imposées par l'État indonésien. L'Indonésie, qui concentre habituellement 60% des envois, a en effet réduit de près de moitié les permis d'importation de bovins vifs dans le pays, qui sont passés de 520 000 têtes en 2011 à 283 000 têtes en 2012. Bien qu'une partie des animaux australiens normalement expédiés en Indonésie aient été redirigés vers la Malaisie et les Philippines, ces marchés alternatifs n'ont pas réussi à compenser l'intégralité de cette chute.

En outre, avec l'ouverture fin 2011 du marché turc aux bovins vifs provenant du Mexique et de France, l'Australie s'est retrouvée confrontée à une concurrence accrue sur sa deuxième destination à l'export. En 2012, les envois de bovins vivants vers la Turquie ont chuté de 30%, à seulement 40 000 têtes.

Au total, d'après MLA (Meat & Livestock Australia), les exportations de bovins vivants depuis l'Australie se seraient effondrées de 18%, pour tomber à 510 000 têtes en 2012.

L'AUSTRALIE EN 2012

Population →	22,6 millions d'habitants
Cheptel →	29,6 millions de têtes dont 13,4 millions de vaches allaitantes
Production abattue →	8,0 millions de têtes (dont 92% de gros bovins) 2,15 millions de têtes (tous bovins)
Production exportée →	1,4 million de têtes (hors bovins vifs)
Consommation intérieure →	763 000 têtes 33,8 kg par habitant

Suite au scandale provoqué par la dénonciation par des associations welfaristes des conditions d'enfermement et d'abattage en Indonésie, la législation australienne sur les exportations d'animaux vivants a été considérablement renforcée ces deux dernières années. Les exportateurs de bétail doivent désormais fournir la preuve de la mise en place d'un système de surveillance du respect des règles de bien-être animal tout au long de la chaîne d'approvisionnement (*Exporter Supply Chain Assurance System*, ESCAS), quelque soit le pays de destination des animaux.

Accélération des abattages à partir d'octobre

Jusqu'en septembre, les abattages de gros bovins sont restés stables par rapport à 2011. Avec la persistance des conditions fourragères favorables, la rétention des femelles s'est poursuivie alors que les sorties de mâles demeuraient élevées, fruits de la hausse du cheptel reproducteur. Cependant, le retour des conditions sèches dans le sud du pays et l'arrivée sur le marché d'un surplus d'animaux du Nord, qui étaient auparavant exportés en vif vers l'Indonésie, ont entraîné une hausse des abattages à partir d'octobre.

> > >

Les sorties de gros bovins ont ainsi progressé de 1% en 2012, pour atteindre 7,4 millions de têtes, mais elles restent néanmoins très en-dessous de leurs niveaux de 2007 et 2008, lorsque la sécheresse avait contraint les éleveurs à abattre une partie des animaux. Grâce aux bonnes conditions d'alimentation, le poids carcasse moyen des gros bovins s'est maintenu à un niveau élevé, comme en 2011 (287 kg contre 279 kg en 2010). La production de viande bovine a ainsi atteint 2,15 millions de téc en 2012 (+1%).

Les récentes conditions climatiques sèches et la hausse des disponibilités sur le marché intérieur auront eu une autre conséquence : l'indice de référence général des prix des bovins australiens (EYCI) a chuté sur la fin d'année pour atteindre en décembre son niveau le plus bas depuis février 2010. En moyenne sur l'année, l'EYCI affiche une baisse de 7% en dollar étasunien par rapport à 2011, mais reste supérieur de 19% à sa valeur de 2010.

Stabilité des exportations

Malgré un dollar national élevé et l'existence d'une concurrence accrue sur de nombreux marchés, l'Australie a su maintenir son volume d'exportations en 2012, à 1,4 million de téc, leur valeur ayant légèrement progressé. En moyenne sur les dix premiers mois de 2012, les expéditions australiennes de viandes congelées désossées et de viandes réfrigérées désossées, qui constituent respectivement 70% et 26% des envois, ont en effet été 2% et 4% plus chères qu'en 2011, à 2,91 USD/kgéc et 5,38 USD/kgéc.

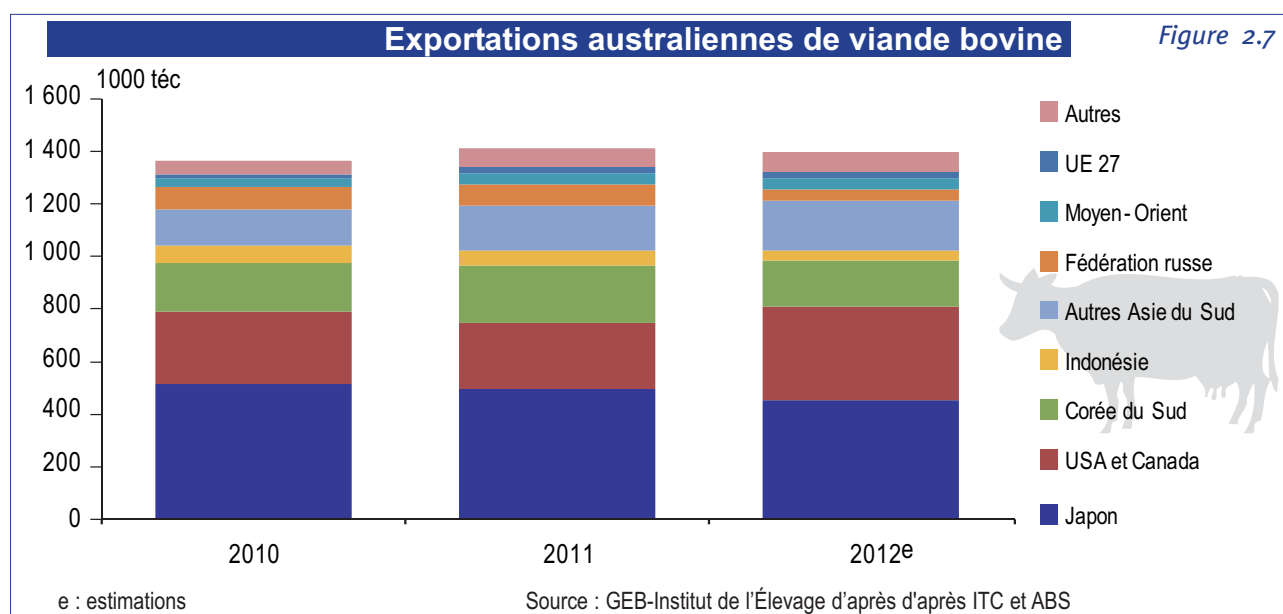
La légère hausse des disponibilités dans le pays a ainsi profité au marché intérieur représentant un tiers du débouché de la production. La consommation nationale, calculée par bilan, a progressé de 5%, à 33,8 kg équivalent carcasse par habitant en 2012.

Recul des expéditions vers le Japon et la Corée du Sud ...

La position privilégiée de la viande bovine haut de gamme australienne sur les marchés est-asiatiques s'est sensiblement affaiblie en 2012. L'augmentation de la production en Corée du Sud a impacté les importations coréennes de viande australienne qui ont chuté de 19% pour retomber à 175 000 téc.

Au Japon, la consommation ne s'est toujours pas totalement remise des catastrophes de 2011. Cependant, la production intérieure de viande bovine a repris progressivement, limitant par la même occasion les volumes importés. Le maintien d'un dollar australien fort a de plus nui à la compétitivité des viandes australiennes sur ce marché. Alors que les États-Unis ont globalement maintenu les volumes de viande envoyés vers l'archipel, les expéditions en provenance d'Australie ont régressé de 9%, à 452 000 téc. Si le Japon reste le premier marché pour la viande bovine australienne, la possible fin de l'embargo japonais en 2013 sur la viande issue d'animaux, de plus de 21 mois (suite à l'ESB qui a touché les États-Unis en 2004) pourrait augmenter les parts de marché américaines et aux dépens du bœuf australien.

> > >



... mais progression des envois vers les marchés américain et sud asiatique

À l'exception de l'Indonésie qui a restreint ses achats de viande australienne de plus d'un tiers, à 37 000 téc, la croissance de nouveaux marchés en Asie du Sud-est a compensé en grande partie le déclin enregistré sur les marchés coréen et nippon. Les envois à destination de Singapour ont bondi de 42%, à près de 24 000 téc, alors que les volumes exportés vers la Chine et Hong-Kong ont grimpé de 22% (à 45 000 téc). Taïwan et les Philippines n'ont pas été en reste avec une progression des envois de respectivement 8% et 4% (à 58 000 et 36 000 téc).

En outre, les niveaux historiques de prix aux États-Unis pour le minerai à hamburger ont compensé un

taux de change défavorable et attiré davantage de marchandises en provenance d'Australie. En recul depuis trois ans, les exportations australiennes de viande bovine sur le marché américain ont rebondi de 39%, à 335 000 téc. Profitant de l'augmentation du contingent « panel hormone », l'Australie a par ailleurs affirmé sa présence sur le marché européen avec des envois supérieurs de 13% à leur niveau de 2011 (23 000 téc). À l'inverse, malgré la hausse globale des importations russes en 2012, les exportations australiennes vers la Russie se sont effondrées de 42%, à 47 000 téc, face à une concurrence sud-américaine réaffirmée. Enfin, après une forte progression en 2011, la baisse de 6% des envois vers le Moyen-Orient est toute relative : à 42 000 téc, les volumes envoyés en 2012 demeurent supérieurs de 24% à 2010.

NOUVELLE-ZÉLANDE : les bonnes conditions fourragères boostent la production et les exportations

En 2011 le recul des disponibilités néozélandaises en viande bovine et l'appréciation de la monnaie nationale avaient entraîné une chute des volumes exportés. En 2012, la tendance s'est inversée : les conditions fourragères favorables ont dynamisé la production et les exportations, notamment vers les États-Unis.

Progression conjointe des cheptels laitier et allaitant

Les excellentes conditions de pâturage fin 2011 et début 2012 ont incité les éleveurs de bovins à conserver leurs animaux, ce qui a entraîné une augmentation globale du cheptel bovin de 2% entre juin 2011 et juin 2012.

Dans la lignée de son important développement en 2011, c'est l'accroissement du troupeau laitier qui a été le plus marqué. Le cheptel laitier a ainsi atteint 6,37 millions d'animaux en juin, soit 3% de plus qu'un an auparavant.

En outre, malgré la forte pression exercée par le secteur laitier sur les pâturages, le cheptel de bovins viande s'est également étoffé de 1% à 3,88 millions de têtes en juin dernier. Les bonnes conditions fourragères associées à des signaux de prix favorables ont en effet encouragé les éleveurs à garder leurs animaux plus longtemps pour mieux les finir. En

LA NOUVELLE-ZÉLANDE EN 2012

Population →	4,4 millions d'habitants
Cheptel →	10,3 millions de têtes dont 1,05 million de vaches allaitantes
Production abattue →	3,95 millions de têtes (dont 57% de gros bovins) 616 000 téc (dont 97% issus de gros bovins)
Consommation intérieure →	110 000 téc 25 kgéc par habitant

revanche, le nombre de vaches allaitantes est resté inchangé à 1,05 million de têtes.

La production de viande bovine repart à la hausse

La rétention de vaches et de génisses laitières a occasionné un recul de 5% des abattages de femelles en 2012, à 1,22 million de têtes. À l'inverse, le nombre de naissances étant plus important, les effectifs de « bobby calves » abattus se sont accrus de 2%, à 1,70 million de têtes. Par ailleurs, si les abattages de bœufs sont restés stables, les sorties de jeunes bovins ont grimpé de 10%, grâce à l'expansion du troupeau laitier en 2011. Les sorties totales de mâles ont ainsi progressé de 5%, à 1,03 million de têtes.

> > >

Les bonnes conditions fourragères de 2012 ayant permis une meilleure finition des animaux, les poids carcasse ont augmenté pour toutes les catégories. La production de viande bovine néozélandaise aurait ainsi atteint 616 000 téc en 2012, 3% de plus qu'en 2011.

L'augmentation des disponibilités permet un essor des exportations

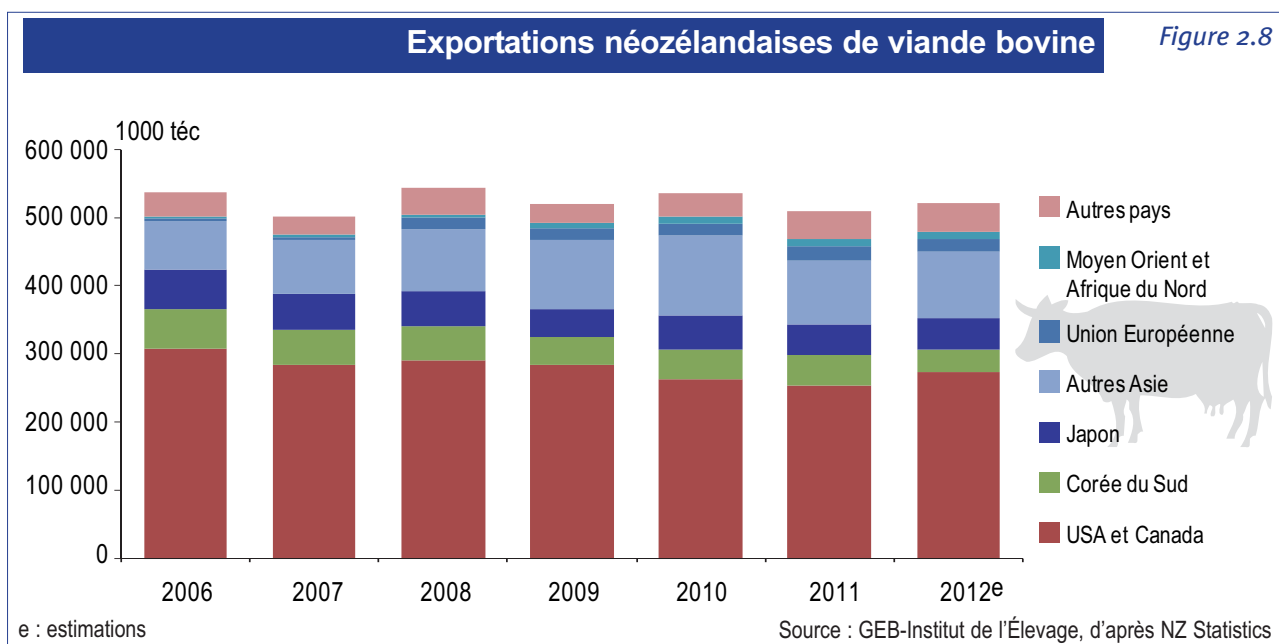
La hausse des disponibilités et la légère dépréciation du dollar néozélandais au premier semestre 2012 ont redynamisé les exportations de viande bovine. Ainsi, après la forte baisse enregistrée en 2011, les volumes envoyés en 2012 ont rebondi de 2%, à 516 000 téc. Les prix à l'export sont restés relativement stables : à 3,11 USD/kgéc en moyenne sur les neuf premiers mois de 2012, le prix des viandes congelées désossées exportées (>80% des envois) était à peine 1% au dessus de sa valeur de 2011.

Contrastant totalement avec l'évolution observée ces dernières années, les expéditions à destination des États-Unis, constituées en grande majorité de viande pour la transformation, ont bondi de plus de 10%, à 245 000 téc. Les opérateurs néozélandais ont en effet pu tirer parti du décrochage de la production américaine qui a tiré les prix à l'import vers le haut. Concentrant plus de 50% des volumes exportés, le marché nord-américain conforte donc sa place de premier débouché.

En revanche, les envois à destination de l'Asie, le deuxième grand débouché (35% des exports), tendent à stagner voire à diminuer. Pourtant, après une année 2011 maussade, les exportations vers le Japon sont reparties, à 46 700 téc (+5%) alors que celles vers Taïwan demeuraient élevées à 28 600 téc (+3%). Les envois vers la Chine, encore limités, ont connu un sursaut spectaculaire, 150% à 9 400 téc, dépassant pour la première fois les exportations à destination de Hong Kong, à 8 200 téc (+13%). La mise en place en Nouvelle-Zélande, début 2012, d'abattoirs certifiés viande halal par les autorités malaisiennes a par ailleurs boosté les envois vers la Malaisie qui ont grimpé à 7 500 téc (+131%).

Néanmoins, la baisse des achats coréens et indonésiens ont limité l'ensemble des envois vers le marché asiatique. En 2012, les volumes de viande néozélandaise expédiés vers la Corée du Sud ont en effet chuté de plus de 12 000 téc pour plafonner à 33 000 téc (-27%), la production domestique croissante prenant le pas sur les importations. En outre, poursuivant sa politique visant à atteindre l'autosuffisance, le gouvernement indonésien a réduit une nouvelle fois les permis d'importation. Pour la deuxième année consécutive, les exportations à destination de l'archipel ont nettement reculé à 12 500 téc (-57%).

> > >



JAPON : reprise de la consommation

L'année 2011 avait été marquée au Japon par un tremblement de terre et un tsunami. À ces catastrophes naturelles avait succédé une catastrophe nucléaire qui avait aussi affecté le secteur bovin, y compris la mise en marché de viande « radioactive ». Les chaînes de distribution se sont mises à étiqueter la viande locale comme « testée » ou ayant subi une « détection négative » pour tenter de rassurer les consommateurs. Le report d'une partie de la consommation vers de la viande étrangère avait tiré les importations japonaises, notamment en provenance des États-Unis.

Les événements de l'année 2011 avaient aussi entraîné un recul du cheptel japonais. Ce repli s'est poursuivi en 2012. Avec 4,13 millions d'animaux recensés au 30 juin 2012, la baisse atteint 1,6% par rapport à 2011. Les deux cheptels majoritaires enregistrent les baisses les plus importantes : le troupeau Holstein recule de 2,5%, à 1,81 million de têtes au total et le cheptel Wagyu de 2% à 1,73 million de têtes.

Sur les 10 premiers mois de l'année, la production a été en hausse de 5% en volume, par rapport aux faibles chiffres de l'année 2011. Les abattages devraient progresser d'environ 3% sur l'année entière, à 1,2 million d'animaux, tout en restant inférieurs au niveau de 2010 (-2%). La production nationale devrait ainsi croître d'environ 3% à plus de 510 000 têtes. La production bovine japonaise

LE JAPON EN 2012

Population →	126,6 millions d'habitants
Cheptel →	4,13 millions de têtes
Production abattue →	1,2 million de têtes 510 000 têtes
Consommation intérieure →	1,285 million de têtes 10,2 kg par habitant

provient à plus de 40% par des races allaitantes, à plus d'un tiers de races laitières, le reste étant issue d'animaux croisés.

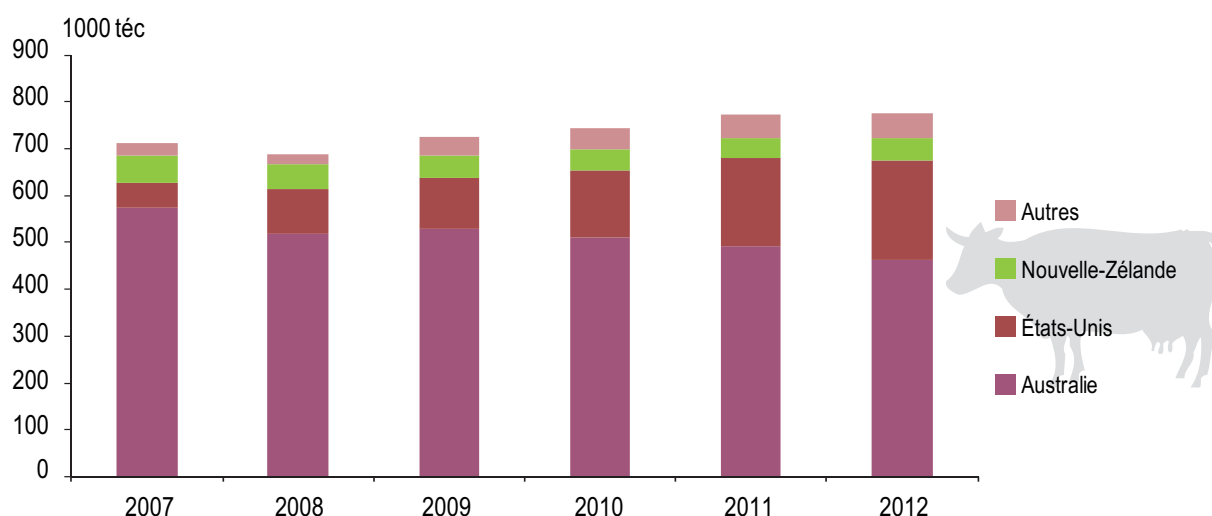
Des importations

Les importations, qui constituent toujours près de 65% de la consommation japonaise de viande bovine, n'ont que modérément progressé sur les 10 premiers mois de 2012, +2% par rapport à 2011. Les importations de viande fraîche, qui représentent un peu moins de 40% des volumes, affichent une faible hausse de 1% sur les dix premiers mois de l'année, tandis que la progression des importations de viande congelée, qui représente 55% des volumes importés, se chiffre à 4%. Les importations totales devraient s'établir à 775 000 têtes sur l'année entière, un niveau quasiment identique à celui de 2011, les flux étant prévus en baisse sur les deux derniers mois de l'année.

> > >

Évolution des importations japonaises de viande bovine

Figure 2.9



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Douanes japonaises

Le Vietnam, 4^{ème} importateur mondial de bœuf

Le Vietnam s'est imposé ces 5 dernières années comme un importateur majeur, acquérant des volumes supérieurs à la Corée du Sud (probablement en partie réexportés au sein de l'Asie du Sud-est). Toutefois, il s'agit d'un marché globalement très sensible au prix, avant tout demandeur de viande congelée bon marché.

L'entrée du Vietnam à l'OMC en 2007 s'est traduite par une réduction immédiate des tarifs douaniers appliqués sur certaines viandes, suivies d'autres réductions progressivement jusqu'en 2012. Les conditions de marché plus libres ont permis notamment aux sociétés d'État ou liées au gouvernement d'importer davantage de viande bovine et de volaille pour répondre à la demande nationale. La demande des consommateurs progresse fortement avec l'augmentation des revenus, notamment en zones urbaines, en lien avec la vive croissance économique du pays. Et elle progresse d'autant plus que les secteurs de la transformation de viande et de la restauration se développent dans le pays. Parallèlement, la production nationale (autour de 300-350 000 tonnes) est limitée par des épidémies qui se succèdent et les entreprises d'importations comptent bien profiter des nouvelles conditions de marché pour maîtriser le secteur des viandes. Il semblerait également que le Vietnam se soit imposé comme une plateforme d'entrée et de redistribution sur l'ensemble du marché du Sud-est asiatique.

Ainsi, alors que le pays importait moins de 100 000 téc de viande bovine en 2007, il aurait drainé quelques 450 000 téc en 2011 et 470 000 téc en 2012. Sa demande reste très sensible au prix et globalement bien moins qualitative et rémunératrice que celle du Japon et de la Corée du Sud.

Le bœuf fait partie de la cuisine vietnamienne. Il se retrouve également chez les expatriés et dans les restaurants étrangers (coréens, occidentaux...) et touristiques qui connaissent un boom ces dernières années. La demande des classes moyennes et aisées et celle de la restauration moyenne et haut de gamme tendent à se porter sur de la viande importée jugée plus sûre sur le plan sanitaire que celle produite et transformée localement. Les viandes locales sont en effet essentiellement commercialisées sur les marchés traditionnels et fournies par des petits abattoirs artisanaux, les conditions d'hygiène et la salubrité tout au long de la chaîne de commercialisation (sans réfrigération) étant loin des normes modernes et rarement contrôlées. Même s'il y a aujourd'hui des supermarchés et hypermarchés dans tout le Vietnam, ils ne vendent pas de grandes quantités de viande.

Inde, États-Unis, Paraguay, Hong Kong (réexport), Brésil... fournissent de la viande désossée congelée pour combler les pénuries locales, notamment pour la restauration traditionnelle. Le prix étant déterminant, l'Inde s'est imposée comme premier fournisseur et distance largement ses concurrents avec 80% de part de marché en 2012.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande fournissent des volumes nettement plus modestes (quelques milliers de téc) de viande réfrigérée de qualité supérieure (pièces nobles, expédiées par avion) pour les classes aisées et la restauration haut de gamme y compris étrangère. Les États-Unis et le Canada fournissent également de la viande réfrigérée mais ne peuvent envoyer que du bœuf désossé ou non désossé et certains abats (cœur, foie, reins) issus d'animaux de moins de 30 mois. Le marché vietnamien reste sensible aux prix et les États-Unis concentrent la majeure partie des parts de marché sur le réfrigéré y compris avec des découpes moins nobles et moins chères utilisées dans la cuisine locale (bœuf en lanière pour les soupes traditionnelles...).

La viande australienne garde sa prééminence dans les importations japonaises avec 59% des volumes, malgré un recul de près de 3% en volume comme en part de marché. La part de la viande étatsunienne progresse à nouveau mais de manière beaucoup moins importante qu'en 2011, passant de 24% à 26%. Avec une estimation de 220 000 téc sur 2012, les importations en provenance des États-Unis devraient cependant être les plus importantes depuis 2003. Des importations qui sont favorisées par la dépréciation du dollar étatsunien par rapport au yen et par l'appréciation du dollar australien. En 2013, les exportations étatsuniennes devraient être limitées par l'offre en baisse dans le pays.

Les exportations de viande bovine japonaises sont extrêmement limitées, quelques centaines de téc par an, notamment en raison du prix élevé du produit. La qualité de la viande japonaise attire cependant des acheteurs, au Moyen-Orient, en Asie du Sud-est et en Amérique du Nord. Les États-Unis ont pu, depuis août 2012, de nouveau goûter à la viande de Wagyu, dont l'importation avait été interdite en 2010 suite à l'apparition de cas de fièvre aphteuse dans le pays.

Une consommation en hausse

La consommation japonaise de viande bovine devrait progresser de 2% en 2012 (1,285 million de téc), par rapport à la demande atone connue l'année dernière. Par habitant, elle devrait se situer à 10,2 kgéc /an.

La consommation japonaise de viande bovine est déterminée par trois facteurs : l'évolution de la population, la croissance économique et le prix de la viande. La population a atteint son maximum en 2005 et décroît depuis. La croissance économique reste atone. Les consommateurs japonais font donc de plus en plus attention au prix. Le nombre de restaurants servant le très populaire et abordable « bol de riz et de bœuf » (Gyūdon) a augmenté de 4% entre mars 2011 et mars 2012 et de 56% par rapport à 2003 selon l'Association Japonaise des Franchises. La viande produite localement reste, en moyenne, toujours deux à trois fois plus chère au détail que les viandes importées.

Les États-Unis pourraient en 2013 bénéficier de l'ouverture des frontières japonaises à la viande issue d'animaux âgés entre 21 et 30 mois. Après avoir réalisé une évaluation du risque, l'Agence japonaise de sécurité alimentaire a transmis au gouvernement un avis favorable pour relever le plafond d'âge pour la viande en provenance d'Amérique du Nord (États-Unis et Canada) mais également pour une ouverture aux viandes française et néerlandaise. Cependant les importations sont encore soumises à des accords portant sur les méthodes de contrôles et d'inspection au sein des pays exportateurs. Une mission d'inspection japonaise devrait notamment se rendre en France pour s'assurer de la bonne mise en œuvre des exigences sanitaires japonaises dans les établissements candidats à l'exportation. L'entrée sur le territoire japonais des viandes des pays concernés est attendue pour la mi-2013.

> > >

CORÉE DU SUD : forte hausse de la production

Le cheptel national a poursuivi sa progression en 2011 malgré l'épisode de fièvre aphteuse qui a sévi fin 2010 et début 2011. Cette évolution a mené à un surplus d'offre qui a commencé à peser sur les prix à la production au 1^{er} semestre 2010. Les cours n'ont cessé de reculer depuis lors, n'enrayant cependant pas immédiatement la volonté de capitaliser des éleveurs. Le cheptel a continué à croître jusqu'en 2012 et compte désormais près de 3,5 millions d'animaux, soit 70% de plus qu'en 2002. Les ventes de semences Hanwoo (la race allaitante locale, dont la reproduction par IA est largement majoritaire) ont commencé à diminuer fin 2011, signe que les

LA CORÉE EN 2012

Population →	48,9 millions d'habitants
Cheptel →	3,5 millions de têtes
Production abattue →	1 million de têtes 335 000 téc
Consommation intérieure →	690 000 téc 14,1 kgéc par habitant

éleveurs ont alors décidé d'arrêter leur mouvement de capitalisation.

> > >

Poussée des abattages et pression sur les prix

Ce cheptel fournit aujourd'hui des volumes de viande locale que le marché national ne peut absorber. La baisse des prix à la production entre juillet 2010 et juillet 2012 (-60% pour les veaux femelles Hanwoo et -30% pour les vaches Hanwoo) a incité les éleveurs à décapitaliser. En outre les autorités coréennes ont mis en place un programme fournissant une subvention à tout éleveur qui décide de mener à l'abattoir ses femelles les moins performantes. L'objectif du gouvernement est de réduire le nombre de femelles de 100 000 en 2012 et d'autant en 2013. Les éleveurs semblent avoir répondu à l'appel puisque la proportion de vaches dans les abattages est passée de 43% en janvier 2012 à 52% six mois plus tard. Cette tendance devrait se poursuivre car d'après un sondage mené par l'Institut coréen d'économie rurale (KREI) en septembre 2012, seul 1% des éleveurs a exprimé la volonté d'accroître leur cheptel, contre 8% en décembre 2010, et 7% celle de réduire leur troupeau, contre moins d'1% deux ans auparavant.

Les abattages nationaux ont fortement progressé au cours du premier semestre 2012 (+22%), avec 452 000 animaux abattus. Ils devraient être en hausse de près de 20% sur l'année entière, dépassant le million d'animaux, contre 850 000 en 2011. À l'inverse, La production sera en baisse en 2013, compte tenu des forts abattages de l'année 2012.

Une demande de moins en moins dynamique

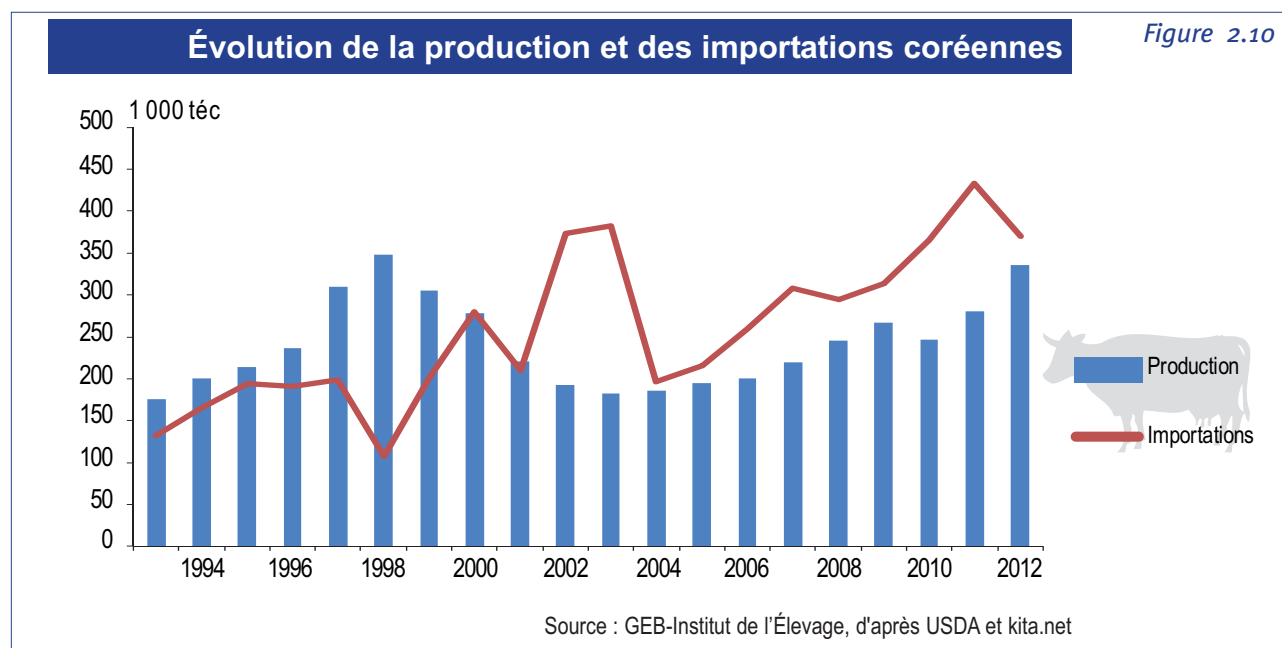
La consommation coréenne de viande bovine pourrait ne progresser que faiblement en 2012 après plusieurs années de fortes hausses. Le ralentissement de la croissance, qui ne devrait pas dépasser les 2,5% en 2012, ne pousse pas les consommateurs à développer leurs achats. La consommation devrait s'établir à 690 000 téc, soit 14,1 kgéc/an/hab.

Le gouvernement coréen, en lien avec la Fédération des Coopératives agricoles, a également lancé des promotions sur la viande nationale. Ces opérations ont limité les baisses de prix au détail, mais sans effet suffisant sur les prix à la production. L'écart de prix entre la viande locale et la viande importée reste très important, un facteur de 1 à 2 voire 3 selon les morceaux.

Peu de place laissée libre pour les importations

Face à cette production en hausse et à une demande en faible progression, les importations coréennes de viande bovine ont enregistré une forte baisse (-15%) à 370 000 téc, la première de cette ampleur depuis 2004 et la fermeture des frontières à la viande étatsunienne suite à l'apparition de cas d'ESB en Amérique du Nord. Le repli atteint surtout les volumes de viandes désossées fraîches (-20%), dont le prix a augmenté de 5% d'une année sur l'autre à

> > >



8,40 US\$/kgéc, et réfrigérées (-23%), dont les prix sont restés stables à près de 4,90 US\$/kgéc. Les importations de côtes de bœuf ne reculent que de 6%, peut-être grâce à la baisse de leur prix de plus de 10%. Les exportations australiennes et états-uniennes sont touchées dans les mêmes proportions. La part de la viande australienne dans les importations coréennes reste de 50%, avec toujours une majorité de viande désossée congelée. Les exportations états-uniennes gagnent 1% de part de marché à 38%.

Fin 2011, le parlement coréen avait ratifié les exigences sanitaires applicables à l'importation de viandes canadiennes issues de bovins de moins de 30 mois. Les exportations canadiennes ont pu reprendre en avril 2012 mais ne dépassaient pas 1 500 téc fin octobre.

Depuis le 15 mars 2012, la Corée du Sud et les États-Unis sont liés par un accord de libre-échange qui prévoit notamment une baisse progressive des droits de douane coréens jusqu'à leur élimination totale en 2026. La viande étatsunienne tarde encore à gagner en compétitivité-prix sur la viande australienne. Les droits de douane applicables aux viandes états-uniennes, de 40% en 2011, seront rabaissés à 34,7% en 2013 et 32,1% en 2014. Cette perspective pousse les opérateurs australiens à faire pression sur leur gouvernement afin qu'il négocie un accord similaire. En outre, l'éventualité d'envois de viande uruguayenne (autorisé depuis 2013) pourrait modifier les rapports de force.

CHINE : explosion des importations

La production de viande bovine est, parmi les productions de viandes chinoises, celle qui a connu la plus forte progression en volume. Alors que la production de viande porcine a été multipliée par 3 et celle de viande de volaille par 10, la Chine produisait en 2011 douze fois plus de viande bovine qu'en 1985, selon les statistiques chinoises. La libéralisation des prix des produits animaux dès 1985 ainsi que le soutien des autorités ont en effet favorisé cette production qui représente aujourd'hui 7% de la production totale de viande en Chine, contre seulement 3% il y a 27 ans.

Cependant, depuis quelques années, la production bovine est confrontée à de sérieux problèmes et ne progresse plus. Même les statistiques officielles semblent le reconnaître puisqu'elles affichent une production de 6,48 millions de téc en 2011, en baisse de 1% par rapport à 2010. Les estimations de l'USDA sont moindres, à 5,55 millions de téc en 2011, mais indiquent surtout un recul de production depuis 2008, alors que les statistiques officielles affichent une hausse constante entre 2008 et 2010.

Selon l'USDA, la production de viande bovine serait une nouvelle fois en repli en 2012, à 5,54 millions de téc. Une des conséquences les plus visibles de ce recul a été la forte hausse des prix de la viande bovine au détail.

LA CHINE EN 2012

Population →	1,343 milliard d'habitants
Cheptel →	104 millions de têtes en fin d'année dont 12 millions de vaches laitières
Production abattue →	41 millions de têtes 5,5 millions de téc
Consommation intérieure →	5,5 millions de téc 4,2 kgéc par habitant

Les prix de la viande bovine augmentent généralement en février lors du Nouvel An chinois et retombent par la suite, mais ces deux dernières années, la baisse des prix en mars a été immédiatement suivie par une nouvelle hausse. En 2012, les prix ont ainsi progressé de 20% sur les 10 premiers mois, pour atteindre fin octobre les 48 yuans /kg, un niveau supérieur de 25 % à celui de 2011. Depuis 2000, le prix de la viande bovine a été multiplié par 3, tandis que l'inflation n'a pas dépassé 30%. Un kilo de viande bovine coûte aujourd'hui en Chine, deux fois plus cher qu'un kilogramme de viande porcine et 2,5 fois plus cher qu'un kilo de poulet.

Les prix à la production flambent également. En novembre, les bovins finis de 600 kg se vendaient à 23 yuans/kg vif en Mongolie Intérieure, l'équivalent de 3,30 euros, soit un niveau 40% plus élevé qu'en

> > >

Europe. Mais cette hausse des prix ne semble pas encore suffisante pour motiver les éleveurs à produire plus. Le secteur de la production de viande bovine fait en effet face à une hémorragie, le nombre de petits éleveurs diminuant fortement. De nombreux journaux chinois font régulièrement état de villages voyant fondre le nombre d'éleveurs de bovin viande.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette désaffection. Tout d'abord, les revenus des éleveurs ne semblent pas suffisants pour les convaincre de poursuivre leur activité. La hausse du prix de l'alimentation animale depuis 2007 n'est pas étrangère à ce phénomène. Mais plus largement, même si leur rémunération semble en hausse depuis une dizaine d'années, l'inflation et les opportunités d'emploi en dehors du secteur agricole découragent de nombreux éleveurs de bovins viande qui ne peuvent faire face aux longs cycles d'élevage. Les aides publiques au secteur bovin viande seraient également moindre que celles accordées au secteur porcin. Conscient de ce décalage, le gouvernement chinois devrait, en 2013, augmenter son soutien à l'amélioration génétique, à la vaccination ainsi qu'à la création d'élevages bovins de grande taille.

Un autre facteur pourrait également favoriser le maintien voire la reprise de la production : les grands abattoirs cherchent, de plus en plus, à contracter directement avec les petits éleveurs, en leur proposant des prix élevés, au lieu de s'en remettre à des intermédiaires, souvent accusés de capter une partie importante de la valeur ajoutée. Les contrats mis en place sont généralement d'une durée d'un an renouvelable

et portent notamment sur le nombre d'animaux à livrer, leur race, leur poids à l'abattage et les conditions sanitaires d'élevage. . Cela dit, face au retrait de nombreux producteurs, les grandes entreprises d'abattage tendent aussi à constituer leurs propres centres d'engraissement, en embauchant des salariés.

Fortes importations de viande bovine au 2^{ème} semestre

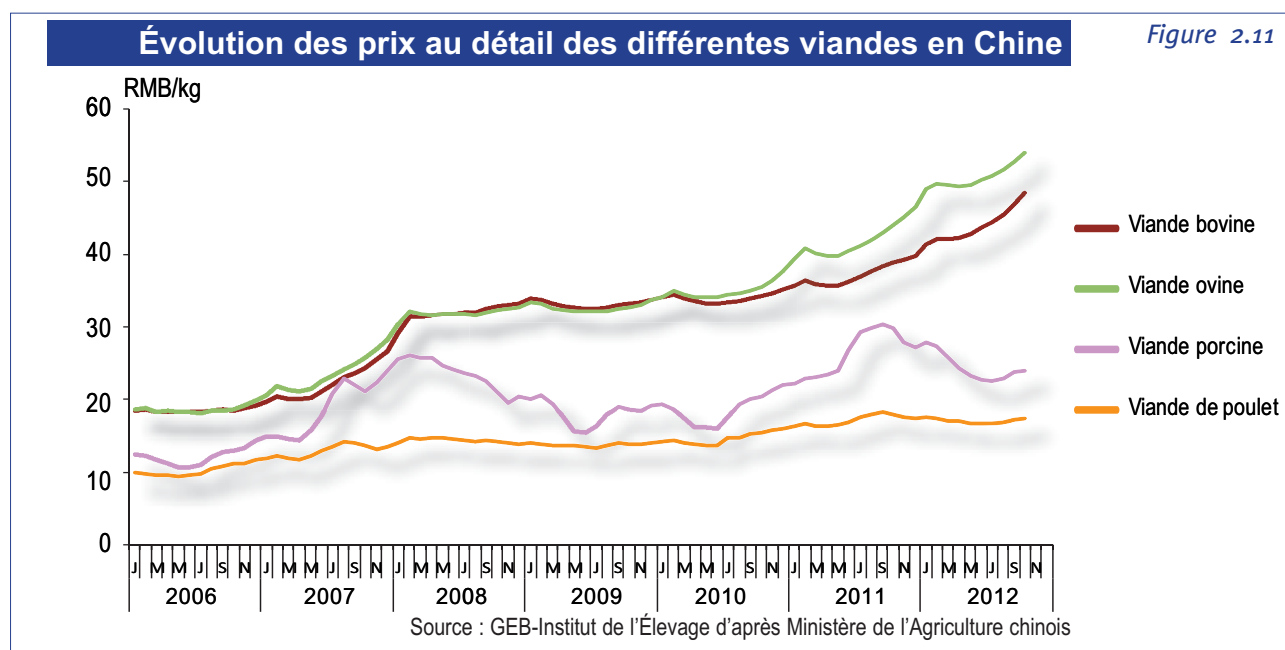
Pour tenter de pallier le manque de production nationale, la Chine a augmenté ses importations de viande bovine. La hausse est surtout intervenue à partir du 3^{ème} trimestre coïncidant avec l'envolée des cours intérieurs.

Sur les 10 premiers mois de 2012, elles atteignent près de 40 000 tonnes équivalent carcasse, dépassant déjà la totalité des importations de l'année 2011 de 50%. Ces volumes se composent au trois quart de viande congelée, dont plus de 80% de viande désossée.

Les volumes pourraient ainsi dépasser les 60 000 téc d'ici la fin de l'année, l'Australie ayant accéléré ses exportations au dernier trimestre. La Chine deviendrait alors officiellement importatrice nette de viande bovine, et ce, sans prendre en compte les importations frauduleuses à travers Hong-Kong et le Vietnam.

Car dans le même temps, les exportations chinoises de viande bovine ont reculé. Autour de 57 000 téc en 2010 et 2011, elles devraient s'établir près des 50 000 téc en 2012. Principalement destinées à Hong-Kong,

> > >



à l'Israël et au Kirghizstan, les exportations de viande congelée désossée, qui représentaient un tiers des volumes, ont reculé de plus de 30% sur les 10 premiers mois de 2012. Les viandes fraîches désossées ont vu leurs envois chuter de plus de 50%, passant de 7000 téc à moins de 3 000 téc. À l'inverse, les préparations et conserves de viande bovine, qui représentent plus de 50% des volumes en téc et qui sont envoyées en grande majorité au Japon et à Hong-Kong, ont progressé de plus de 4%.

Les importations chinoises d'abats sont également en forte hausse, avec plus de 7 000 tonnes sur les 10 premiers mois (+30%/2011), majoritairement en provenance d'Australie et d'Uruguay.

Multiplification des fournisseurs de viande

La Chine est devenue un débouché non négligeable pour l'Uruguay. Elle se situerait au 7^{ème} rang des acheteurs de viande uruguayenne, avec 8 à 9% des exportations totales de viande du pays. Bien que la Chine représente toujours une destination incontournable pour les abats, environ 50% du volume produit en Uruguay, les achats de morceaux de qualité progressent rapidement.

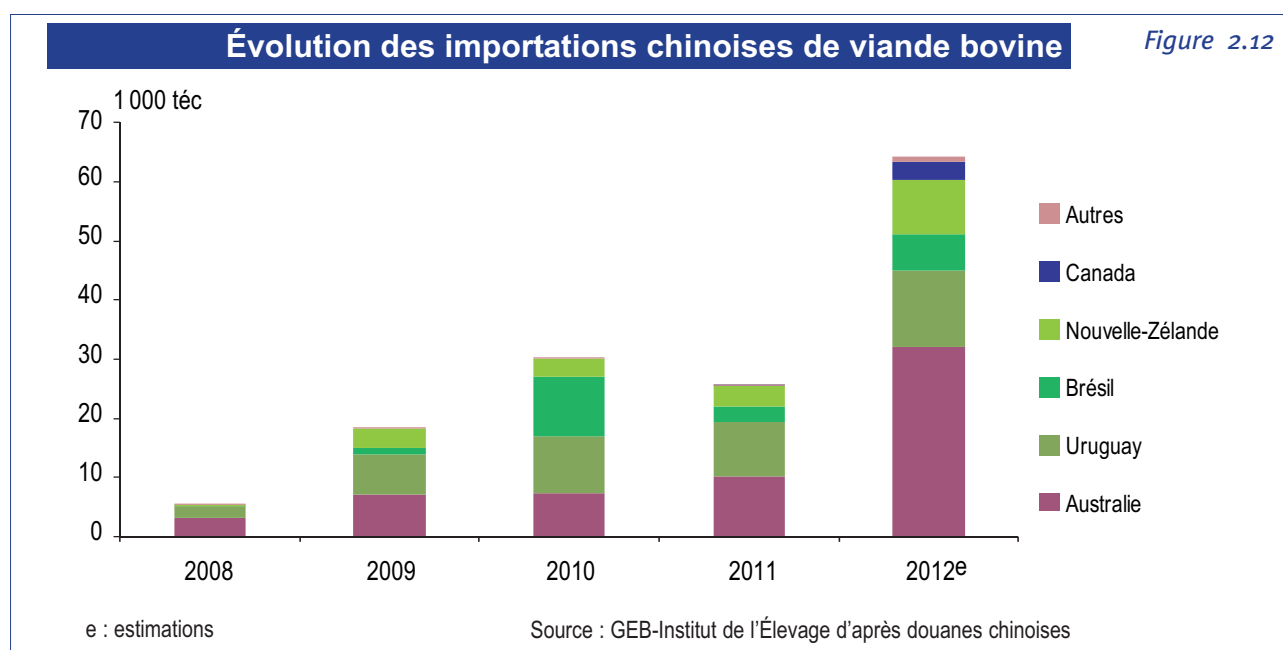
Par ailleurs, de nouveaux pays exportateurs ont fait leur apparition sur le marché chinois. Le Canada et la Chine ont ainsi signé, début 2012, un accord autorisant l'importation de viande bovine canadienne, issue d'animaux abattus à moins de 30 mois, et de suif. Ainsi le Canada totalisait, sur les 10 premiers mois de l'année, 3 200 téc d'exportations vers la Chine, princi-

palement de la viande congelée désossée. La viande argentine est également autorisée depuis la fin 2011, mais les importations sont restées très limitées, avec seulement 44 téc.

La Chine, en manque de viande, a également autorisé l'entrée sur son territoire de viande bovine issue du Costa-Rica. En 2010, les deux pays avaient signé un accord de libre-échange. La viande kenyane pourrait également faire son apparition en Chine, suite à un accord signé entre les deux pays au milieu du 2ème semestre. La Grande-Bretagne vient d'être autorisée à exporter de la viande à Hong-Kong. Cet accord constitue, pour les autorités britanniques, un premier pas vers le marché de Chine continentale. Les États-Unis font toujours pression sur les autorités chinoises pour qu'elles ouvrent leur marché à la viande états-unienne. Selon l'U.S. Meat Export Federation, l'ouverture du marché chinois pourrait rapporter 320 millions de dollars aux éleveurs états-uniens.

La Chine cherche également à investir à l'étranger dans le domaine de la viande bovine. Une délégation d'investisseurs chinois s'est ainsi rendue dans l'Est de l'Australie pour visiter différentes fermes. Certains investisseurs ont dans l'idée de créer un centre bovin pour développer, à partir des races australiennes, un cheptel adapté aux régions subtropicales chinoises. D'autres désirent élever des races locales sur place, produire de la viande en Australie et exporter les carcasses en Chine. Enfin, l'importation de semences Angus pour améliorer les races locales chinoises, fait également partie des projets des investisseurs chinois.

> > >



Principaux échanges de bovins vifs en milliers de têtes (hors reproducteurs) *Figure 2.10*

Exportations	2009	2010	2011	2012e	2012/11
Mexique	980	1 261	1 435	1 500	+5%
Union européenne	323	501	643	512	-20%
Australie	921	822	622	510	-18%
Canada	1 061	1 062	686	765	+12%
Brésil	518	643	402	496	+23%
Colombie	5	24	61	265	+334%
Uruguay	305	210	213	100	-53%
Ensemble	4 113	4 523	4 062	4 148	+2%
Importations					
États-Unis	2 001	2 283	1 628	1 790	+10%
Indonésie	772	521	413	280	-32%
Turquie	0	120	390	400	+3%
Venezuela	407	612	335	525	+57%
Liban	167	141	173	180	+4%
Ensemble	3 347	3 677	2 939	3 175	+8%

e = estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage
selon diverses sources: USDA, Eurostat, MLA, MDIC, Turkstat, douanes libanaises...

Les dossiers Économie de l'Élevage

résumé les principales études conduites par le GEB
(Département Économie de l'Institut de l'Élevage)
en collaboration avec les services de la CNE
Ils sont consultables sur le site : <http://www.idele.fr>

Liste des derniers Dossiers Économie de l'Élevage

- La filière veau de boucherie. Un potentiel à maintenir. n° 429 - Novembre 2012
- Les modèles laitiers du nord de l'Union européenne à l'épreuve de la volatilité n° 428 - Octobre 2012
- La production de viande bovine au Brésil. Le zébu est-il toujours conquérant ? n°427 - Septembre 2012
- Les Allemagnes laitières. Voies divergentes et avenir contrastés. n°426 - Juillet-Août 2012
- La filière viande au Canada. Toujours très dépendante des USA.. n°425 - Juin 2012
- 2011 : L'année économique ovine. Perspectives 2012. n°424 - Mai 2012
- 2011 : L'année économique laitière. Perspectives 2012. n°423 - Avril 2012
- 2011 : L'année économique caprine. n°422 - Mars 2012
- Marchés mondiaux des produits laitiers en 2011. Anticyclone prolongé.n°421 - Février 2012
- 2011 : L'année économique viande bovine. Perspectives 2012. n° 420 - janvier 2012
- Le marché mondial de la viande bovine en 2011. L'Europe dans le sillage des hauts prix mondiaux. N°419 - décembre 2011
- Le lait après 2015. Comment les transformateurs comptent gérer l'offre. n° 418 - novembre 2011
- Où va le bœuf ? Quel produit pour quel marché ? n° 417 - octobre 2011
- L'élevage bovin allaitant français à l'horizon 2015 et perspectives 2035. Forces et faiblesses face au changement de contexte agricole. n° 416 - septembre 2011
- La production de viande bovine en France. Qui produit quoi, comment et où ? n°415 - juillet 2011

Ces documents sont à commander à TECHNIPEL -

149 rue de Bercy - 75595 PARIS Cédex 12, au prix de 27 euros l'exemplaire (+ frais de port)
Tél. : 01 40 04 51 71 - Fax : 01 40 04 52 80 - technipel@idele.fr

Rédaction : Département Économie (GEB)

Le GEB (Groupe Économie du Bétail), Département Économie de l'Institut de l'Élevage, bénéficie du financement du Ministère de l'Agriculture et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, de l'Interprofession lait et viande, et de FranceAgriMer

> Équipe de rédaction : G. Barbin - S. Bouyssi re - M. Carlier -F. Champion - JM. Chaumet - P. Chotteau - B. Lelyon - C. Monniot - C. Perrot - M. Richard - G. You

> Mise en page : L. Assmann > Email : leila.assmann@idele.fr > Directeur de la publication : M. Marguet

Document publié en collaboration avec les services de la Confédération Nationale de l'élevage par l'Institut de l'élevage

> 149, rue de Bercy - 75595 PARIS CEDEX 12 > Tél. : 01 40 04 52 62 > <http://www.idele.fr>

> CCP 3811-79 Paris > Imprimé   Imprimerie de la Centrale Lens > N  ISSN 1273-8638 > N  IE 001260056

> Abonnement : 160   TTC par an & Vente au numéro : 27 à : A. Cano > Email : technipel@idele.fr > Tél. : 01 40 04 51 71